



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 8021

Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

Date de dépôt : 07-06-2022

Date de l'avis du Conseil d'État : 15-07-2022

Auteur(s) : Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
07-06-2022	Déposé	8021/00	<u>5</u>
15-07-2022	Avis du Conseil d'État (15.7.2022)	8021/01	<u>34</u>
07-10-2022	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur Guy Arendt	8021/02	<u>37</u>
23-11-2022	Avis de la Chambre de Commerce (4.10.2022)	8021/03	<u>40</u>
24-11-2022	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°16 Une demande de dispense du second vote a été introduite	8021	<u>43</u>
24-11-2022	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°16 Une demande de dispense du second vote a été introduite	8021	<u>45</u>
29-11-2022	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (29-11-2022) Evacué par dispense du second vote (29-11-2022)	8021/04	<u>47</u>
07-10-2022	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (55) de la reunion du 7 octobre 2022	55	<u>50</u>
19-09-2022	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (51) de la reunion du 19 septembre 2022	51	<u>69</u>
08-12-2022	Publié au Mémorial A n°613 en page 1	8021	<u>76</u>

Résumé

Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Rwanda pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, faite en langue anglaise à Luxembourg, le 29 septembre 2021 (ci-après « Convention »).

La Convention repose sur le modèle de convention fiscale élaboré par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), tout en tenant compte des spécificités légales respectives des deux États signataires. Certaines dispositions du modèle de convention fiscale des Nations Unies sont incluses dans le dispositif pour donner suite à la demande du Rwanda. Les standards internationaux en matière de transparence sont donc respectés.

Les négociations entre les deux parties signataires ont mené à cet accord de non-double imposition équilibré reposant sur les dispositions fiscales des deux pays.

8021/00

N° 8021

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2021-2022

PROJET DE LOI

portant approbation de l' "Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention tax evasion and avoidance", fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

* * *

(Dépôt: le 7.6.2022)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (17.5.2022).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs	2
4) Commentaire des articles	2
5) Fiche d'évaluation d'impact.....	7
6) Fiche financière	9
7) Texte de la convention.....	10

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Article unique. Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l' "Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention tax evasion and avoidance", fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021.

Paris, le 17 mai 2022

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique. Est approuvée l' "Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Afin d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, le Luxembourg et le Rwanda ont conclu une convention qui a été signée le 29 septembre 2021. L'objet du présent projet de loi est d'approuver cette convention fiscale avec la République du Rwanda.

La Convention s'inspire de certains principes préconisés au modèle de convention fiscale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sous réserve de certaines modifications liées aux spécificités respectives de la législation des deux États. Elle reprend à la demande du Rwanda certaines dispositions du modèle de convention des Nations Unies.

Elle confirme les efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter et d'améliorer progressivement son réseau de conventions fiscales.

La Convention entrera en vigueur à l'issue du processus de ratification classique en matière de conventions fiscales bilatérales.

*

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Le titre et le préambule précisent que la Convention vise non seulement l'élimination de la double imposition mais également la prévention de la fraude et de l'évasion fiscales.

Le titre de la Convention a donc vocation à mettre en évidence le rôle des conventions dans la prévention de l'utilisation abusive des conventions fiscales.

Le préambule précise que l'objet de la Convention est l'élimination de la double imposition sans créer des possibilités de double non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale, en particulier par des mécanismes de chalandage fiscal. Il rappelle également l'intention commune des États contractants à la promotion de leurs relations économiques et à l'amélioration de leur coopération en matière fiscale.

Le paragraphe 1er de l'article 1er dispose que la Convention s'applique seulement aux personnes qui sont, conformément à l'article 4, des résidents du Luxembourg ou du Rwanda ou de ces deux États.

Le paragraphe 2 examine la situation du revenu d'entités ou de dispositifs qu'un des États contractants ou les deux traitent comme étant totalement ou partiellement transparent à des fins fiscales.

Il garantit non seulement que les avantages prévus par la Convention sont accordés dans des cas précis mais aussi qu'ils ne sont pas accordés lorsqu'aucun des États contractants ne traite, selon sa législation nationale, le revenu d'une entité ou d'un dispositif comme étant le revenu de l'un de ses résidents. Ce paragraphe a une incidence pratique pour le Luxembourg, étant donné que les sociétés de personnes sont considérées au Luxembourg comme étant des entités transparentes.

L'article 2 énumère les impôts actuels auxquels la Convention s'applique. Conformément à la pratique conventionnelle du Luxembourg, la Convention vise l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt sur la fortune et l'impôt commercial communal. L'article 2 prévoit par ailleurs que la Convention s'appliquera aux impôts équivalents mis en place après la signature de la Convention qui s'ajouteraient ou remplaceraient les impôts existants.

L'article 3 énonce les définitions nécessaires à l'interprétation des termes et expressions utilisés dans la Convention. En l'absence d'une telle définition, le paragraphe 2 prévoit que le droit fiscal prévaut

sur les autres branches du droit pour l'interprétation des termes et expressions non définis par ailleurs dans la Convention.

L'article 4 définit la notion de résidence laquelle permet de résoudre les cas de double résidence. Par ailleurs, cette notion constitue le critère essentiel de répartition du droit d'imposer entre les deux États.

Le paragraphe 1er vise en principe les personnes qui sont assujetties à l'impôt dans un État contractant en vertu de la législation interne de cet État. Il précise donc que sont des résidents, les personnes assujetties à l'impôt en raison de leur domicile, de leur résidence, de leur siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue.

Le paragraphe 2 clarifie les règles applicables aux personnes physiques en cas de double résidence. Conformément au modèle de l'OCDE, il reprend les critères habituels de foyer d'habitation permanent, de centre des intérêts vitaux, de séjour habituel et de nationalité. En dernier lieu, les autorités compétentes doivent trancher la question d'un commun accord.

Le paragraphe 3 prévoit de résoudre les cas où une société est assujettie à l'impôt dans plus d'un État en raison de sa résidence. Ce paragraphe retient le siège de direction effective comme critère de préférence pour les personnes autres que les personnes physiques afin de déterminer l'État de résidence de ces personnes.

Le paragraphe 4 prévoit par ailleurs qu'un organisme de placement collectif qui est établi dans un État contractant est considéré comme un résident de l'État contractant dans lequel il est établi et comme le bénéficiaire effectif des revenus qu'il reçoit.

L'article 5 donne une définition de l'établissement stable. Aux termes du paragraphe 1er, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité. Cet article adopte une définition plus large de la notion d'établissement stable que celle retenue au modèle de l'OCDE.

Ainsi, le paragraphe 2 g) complète la liste d'exemples de l'expression « établissement stable » qui peuvent être considérés comme constituant un établissement stable dans les conditions du paragraphe 1er en ajoutant un dépôt utilisé afin de fournir des installations de stockage pour des tiers.

Le paragraphe 3 a) considère comme établissement stable un chantier de construction, de montage, d'installation ou de dragage, ou des activités de surveillance s'y rattachant lorsque ce chantier ou ces activités ont une durée supérieure à six mois.

Par ailleurs, le paragraphe 3 b) prévoit que la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé à cette fin constitue un établissement stable mais seulement lorsque ces activités se poursuivent (pour le même projet ou un projet connexe) sur le territoire d'un État contractant pendant une période ou des périodes représentant un total de plus de 183 jours pendant une période quelconque de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale concernée.

Le paragraphe 3 c) considère comme établissement stable l'exploitation d'équipements substantiels ou de machines dans un État contractant pendant une période ou des périodes représentant un total de plus de 90 jours pendant une période quelconque de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale concernée.

Le paragraphe 4 énumère les activités qui sont considérées comme des exceptions à la définition générale du paragraphe 1er.

Le paragraphe 5 traite de l'agent dépendant qui agit pour le compte d'une entreprise et qui dispose dans un État contractant de pouvoirs qu'il y exerce lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise. Celle-ci est considérée comme ayant un établissement stable dans cet État contractant pour les activités exercées pour elle par cet agent. La disposition retenue correspond à celle figurant au modèle de l'OCDE avant l'accomplissement des travaux BEPS.

Le paragraphe 6 étend le champ d'application de l'établissement stable aux entreprises d'assurance. Aux termes de ce paragraphe, les entreprises d'assurance d'un État sont considérées comme ayant un établissement stable dans l'autre État si elles y perçoivent des primes ou assurent des risques y situés par l'intermédiaire d'un agent autre que celui ayant le statut d'agent indépendant.

Il est précisé au paragraphe 7 le principe suivant lequel un agent indépendant n'implique pas l'existence d'un établissement stable pour l'entreprise qu'il représente.

Conformément au paragraphe 8, il est admis que l'existence d'une filiale ne constitue pas à elle seule un élément permettant de conclure à l'existence d'un établissement stable de la société mère, puisque, d'un point de vue fiscal, la filiale constitue une entité juridique indépendante.

Les articles 6 à 21 posent les règles d'attribution du droit d'imposition concernant diverses catégories de revenus pour lesquelles des dispositions détaillées sont nécessaires.

L'article 6 qui traite de l'imposition des revenus immobiliers reprend le principe général que le revenu des biens immobiliers est attribué à l'État dans lequel est situé le bien immobilier qui produit le revenu.

L'article 7 qui concerne l'imposition des bénéfices des entreprises suit l'approche du modèle de l'OCDE dans sa version de l'année 2008 à l'exception du paragraphe 3 qui est repris du modèle de l'ONU.

L'article 8 prévoit que les bénéfices d'une entreprise provenant de l'exploitation en trafic international de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'État contractant où son siège de direction effective est situé.

Le paragraphe 2 précise que la notion d'exploitation de navires et d'aéronefs en trafic international comprend également la location coque nue de navires ou d'aéronefs et la location de conteneurs et d'équipement connexe, lorsque cette location est accessoire à l'exploitation en trafic international.

L'article 9 règle, conformément au principe de pleine concurrence posé par le modèle de l'OCDE, le cas des transferts de bénéfices entre entreprises associées.

Il permet à un État d'opérer des ajustements de bénéfices à des fins fiscales lorsque des transactions ont été conclues entre des entreprises associées dans des conditions autres que celles de pleine concurrence. La rectification de la comptabilité des transactions entre entreprises associées peut entraîner une double imposition économique. Le paragraphe 2 vise à supprimer ces doubles impositions.

L'article reprend le paragraphe 3 du modèle de l'ONU qui retient que les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsqu'à la suite d'une procédure judiciaire, administrative ou procédure légale, une décision finale a établi que du fait d'actions entraînant un ajustement des bénéfices en vertu du paragraphe 1er, une des entreprises en cause est passible d'une pénalité pour fraude, faute lourde ou défaillance.

En ce qui concerne les dividendes, les intérêts et les redevances, les articles 10, 11 et 12 stipulent que l'État de la source a le droit de les imposer à un taux n'excédant pas 10 pour cent de leur montant brut.

Le paragraphe 3 de l'article 11 prévoit une exonération de la retenue à la source pour les intérêts en faveur du Gouvernement d'un État contractant ou d'une collectivité locale, ainsi que de la Banque Centrale d'un des États contractants. Il en est de même pour les intérêts touchés par toute institution entièrement détenue ou contrôlée par le Gouvernement ou par une collectivité locale.

L'article 13 prévoit, contrairement au modèle de l'OCDE, un article particulier pour le traitement des rémunérations pour des services techniques. Cet article retient comme pour les articles 10, 11 et 12, une imposition dans l'État de la source qui ne peut excéder 10 pour cent du montant brut de ces rémunérations.

L'article 14 définit le régime applicable aux gains en capital.

Le paragraphe 1er dispose que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers sont imposables dans l'État de situation de ces biens immobiliers.

Le paragraphe 2 vise l'imposition des gains provenant de l'aliénation des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable. Ceux-ci sont imposables dans l'État où est situé l'établissement stable.

Pour ce qui est des gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, le paragraphe 3 dispose que ceux-ci ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Le paragraphe 4 concerne l'aliénation d'actions de sociétés à prépondérance immobilière. L'objet de ce paragraphe est donc de maintenir un droit d'imposition à l'État de la source des gains tirés de l'aliénation d'actions d'une société dont les biens consistent à titre principal, directement ou indirectement, en biens immobiliers situés dans cet État contractant tout comme les biens immobiliers correspondants qui sont couverts par le paragraphe 1er.

Tous les gains provenant de l'aliénation de biens autres que ceux visés aux paragraphes 1er à 4, ne sont imposables que dans l'État de résidence du cédant.

L'article 15 régit le droit d'imposition en matière de revenus d'emploi et suit l'approche adoptée au modèle de l'OCDE à l'exception du paragraphe 3 concernant les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou aéronef exploité en trafic international qui sont imposables dans l'État où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

L'article 16 qui vise les rémunérations perçues par un résident d'un État en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre État, dispose que ces rémunérations sont imposables dans l'État dont la société concernée est un résident.

L'article 17 relatif aux artistes et aux sportifs attribue à l'État où se produisent les intéressés, le droit d'imposer les revenus provenant des services rendus dans cet État. Cet article est complété par rapport à l'article 17 du modèle de l'OCDE par un paragraphe 3 spécifiant que les revenus des artistes ou sportifs sont exempts d'impôt dans l'État de l'exercice lorsque ces activités y sont exercées et que le séjour dans cet État est supporté entièrement ou substantiellement par des fonds publics. Il en est de même lorsque ces activités sont visées par un accord culturel entre les gouvernements des deux États contractants.

L'article 18 régit le droit d'imposition des pensions. En ce qui concerne les pensions du secteur privé, payées en vertu d'un emploi antérieur, visées au paragraphe 1er de l'article 18, un droit d'imposition est attribué à l'État de résidence du bénéficiaire. Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires sont aussi imposables dans l'État d'où elles proviennent.

Le paragraphe 2 de l'article 18 déroge à cette règle prévue au paragraphe 1er en stipulant que les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale ne sont imposables que dans l'État de la source.

Par ailleurs, le paragraphe 3 dispose que les pensions et autres rémunérations similaires provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant en vertu d'un régime de pension complémentaire ou résultant de dotations faites par l'employeur à un régime interne, ne sont imposables que dans le premier État contractant dans la mesure où les cotisations, allocations, primes d'assurances ou dotations dont découlent les pensions et autres rémunérations visées sous rubrique, ont été soumises à une imposition « à l'entrée » dans le premier État.

Cette disposition permet d'éviter que les cotisations, allocations, primes d'assurances ou dotations ayant été soumises à une imposition forfaitaire lors de la constitution au Grand-Duché ne soient imposées une seconde fois lors du versement de la pension.

L'article 19 reprend les dispositions relatives aux rémunérations concernant les fonctions publiques et suit l'approche adoptée au modèle de convention fiscale de l'OCDE.

L'article 20 permet, conformément au modèle de l'OCDE, d'exonérer les étudiants et les stagiaires dans l'État où ils séjournent sous certaines conditions. Cet article prévoit donc de ne pas imposer dans l'État où séjournent les étudiants les sommes qu'ils reçoivent afin de couvrir leurs frais d'entretien, d'études ou de formation.

L'article 21 détermine le régime fiscal des revenus non expressément visés dans les autres articles de la Convention. À l'instar du modèle de l'OCDE, il prévoit l'imposition exclusive de ces revenus dans l'État de résidence de leur bénéficiaire effectif, à moins qu'ils ne puissent être rattachés à un établissement stable dont celui-ci dispose dans l'autre État. Contrairement au modèle de l'OCDE, le paragraphe 3 dispose que nonobstant les dispositions des paragraphes 1er et 2 de l'article 21, les éléments de revenu d'un résident d'un État contractant non traités dans les articles précédents de la pré-

sente Convention et provenant de l'autre État contractant sont également imposables dans cet autre État.

L'article 22 fixe les modalités d'imposition de la fortune.

L'article 23 traite des modalités de l'élimination des doubles impositions par les deux États.

Le Luxembourg a choisi la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité pour éviter la double imposition. Cette méthode consiste à exonérer de l'impôt luxembourgeois les revenus et la fortune imposables au Rwanda, mais à en tenir compte pour calculer le taux d'impôt applicable aux revenus et à la fortune qui sont imposables au Luxembourg.

En ce qui concerne les dividendes, les intérêts, les redevances et les rémunérations pour services techniques dont le droit d'imposition est, aux termes des articles 10, 11, 12 et 13, partagé entre l'État d'où proviennent les revenus et l'État dont le bénéficiaire est un résident, le Luxembourg applique pour ces catégories de revenus la méthode de l'imputation. Il en est de même pour les revenus visés au paragraphe 4 de l'article 14, à l'article 17 et au paragraphe 3 de l'article 21.

Cette méthode consiste à intégrer ces revenus de source étrangère dans la base d'imposition luxembourgeoise, mais à déduire de l'impôt luxembourgeois l'impôt payé sur ces revenus au Rwanda. La déduction ne peut toutefois pas dépasser l'impôt luxembourgeois relatif à ces revenus.

Le sous-paragraphe c) du paragraphe 1er suit l'approche du modèle de l'OCDE. En effet, la disposition proposée par l'OCDE a pour objet d'éviter l'absence d'imposition qui résulterait de désaccords entre l'État de résidence et l'État de la source sur les faits d'un cas spécifique ou sur l'interprétation des dispositions de la Convention. Cette disposition permet ainsi d'éviter une double exonération, de sorte à ne pas aboutir à un résultat qui est contraire à l'objet d'une Convention tendant à éviter les doubles impositions.

Le Rwanda a opté d'une manière générale pour la méthode de l'imputation.

Les articles 24 à 31 contiennent certaines dispositions spéciales ainsi que les dispositions finales de la Convention.

L'article 24 comporte les clauses de non-discrimination habituelles.

L'article 25 règle les cas où une procédure amiable peut être engagée entre les autorités compétentes des deux États tout en prévoyant que les autorités compétentes doivent s'efforcer de régler par voie d'accord amiable la situation des contribuables qui ont fait l'objet d'une imposition non conforme aux dispositions de la Convention. Le paragraphe 1er dispose qu'une personne peut soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre État contractant. L'article comporte au paragraphe 5 un dispositif d'arbitrage.

L'article 26 régleme l'échange de renseignements entre les États contractants. L'article suit l'approche adoptée au modèle de l'OCDE.

L'article 27 organise l'assistance en matière de recouvrement des impôts. Cet article énonce les règles suivant lesquelles les États contractants peuvent se prêter mutuellement assistance dans le cadre du recouvrement de l'impôt. L'assistance au recouvrement est limitée aux impôts visés par la Convention.

L'article 28 reprend les règles applicables aux membres des missions diplomatiques et des postes consulaires. Il suit l'approche adoptée au modèle de l'OCDE.

L'article 29 reprend une disposition sur la limitation générale du droit aux avantages de la Convention. La disposition reprise est la règle des objets principaux stipulant qu'un avantage prévu par la Convention n'est pas accordé s'il est raisonnable de conclure que l'octroi de cet avantage était un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir.

Le paragraphe 2 reprend une disposition optionnelle figurant aux commentaires du modèle de l'OCDE dans sa version 2017 qui met en place un processus de consultation entre les autorités compétentes. Ainsi, l'autorité compétente à laquelle la demande a été adressée consulte l'autorité compétente de l'autre État avant de rejeter une demande présentée par un résident de cet autre État.

L'article 30 établit les règles relatives à l'entrée en vigueur de la Convention dans les deux États contractants.

L'article 31 arrête les modalités selon lesquelles la Convention pourra être dénoncée.

*

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

Mesures législatives et réglementaires

Intitulé du projet:	Projet de loi portant approbation de l' "Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021
Ministère initiateur:	Ministère des Finances
Auteur:	Michel Hoffmann
Tél. :	247-52361
Courriel:	michel.hoffmann@co.etat.lu
Objectif(s) du projet:	Approbation d'un traité international en matière fiscale
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s):	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Date:	11.02.2022

Mieux légiférer

- Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s): Oui Non ¹
Si oui, laquelle/lesquelles:
Remarques/Observations:
- Destinataires du projet:

– Entreprises/Professions libérales:	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
– Citoyens:	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
– Administrations:	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
- Le principe « Think small first » est-il respecté? Oui Non N.a.²
(c.à.d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)
Remarques/Observations:
- Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire? Oui Non
Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière? Oui Non
Remarques/Observations:

1 Double-click sur la case pour ouvrir la fenêtre permettant de l'activer

2 N.a.: non applicable.

5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures? Oui Non
- Remarques/Observations:
6. Le projet contient-il une charge administrative³ pour le(s) destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet?) Oui Non
- Si oui, quel est le coût administratif approximatif total? (nombre de destinataires x coût administratif⁴ par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire? Oui Non N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁵? Oui Non N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
8. Le projet prévoit-il:
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui Non N.a.
- Si oui, laquelle:
10. En cas de transposition de directives européennes, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté? Oui Non N.a.
- Si non, pourquoi?
11. Le projet contribue-t-il en général à une:
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 - b) amélioration de la qualité réglementaire? Oui Non
- Remarques/Observations:
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)? Oui Non

3 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

4 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

5 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système?

14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée? Oui Non N.a.

Si oui, lequel?

Remarques/Observations:

Egalité des chances

15. Le projet est-il:
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 - Si oui, expliquez de quelle manière:
 - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 - Si oui, expliquez pourquoi:
 - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 - Si oui, expliquez de quelle manière:
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes? Oui Non N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière:

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁶? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁷? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

FICHE FINANCIERE

conformément à l'article 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Le projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Rwanda pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, faite à Luxembourg, le 29 septembre 2021, ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

*

⁶ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁷ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

TEXTE DE LA CONVENTION

AGREEMENT

**between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of
Rwanda for the elimination of double taxation with respect to
taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion
and avoidance**

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg

and

the Government of the Republic of Rwanda

Desiring to further develop their economic relationship and to enhance their co-operation in tax matters,

Intending to conclude an Agreement for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital without creating opportunities for non-taxation or reduced taxation through tax evasion or avoidance (including through treaty-shopping arrangements aimed at obtaining reliefs provided in this Agreement for the indirect benefit of residents of third States)

HAVE AGREED as follows:

Article 1

Persons covered

1. This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.
2. For the purposes of this Agreement, income derived by or through an entity or arrangement that is treated as wholly or partly fiscally transparent under the tax law of either Contracting State shall be considered to be income of a resident of a Contracting State but only to the extent that the income is treated, for purposes of taxation by that State, as the income of a resident of that State. In no case shall the provisions of this paragraph be construed to affect a Contracting State's right to tax its own residents.

Article 2

Taxes covered

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:
 - a) in the Grand Duchy of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);
 (hereinafter referred to as "Luxembourg tax");
 - b) in the Republic of Rwanda:
 - (i) personal income tax;

- (ii) corporate income tax;
 - (iii) tax on rent of immovable property; and
 - (iv) the withholding taxes;
- (hereinafter referred to as “Rwandan tax”).

4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:
 - a) the term “Luxembourg” means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - b) the term “Rwanda” means the Republic of Rwanda and when used in geographical sense, includes all the territory, lakes and any other area in the lakes and the air within which Rwanda may exercise sovereign rights or jurisdiction in accordance with international law;
 - c) the terms “a Contracting State” and “the other Contracting State” mean Luxembourg or Rwanda as the context requires;
 - d) the term “person” includes an individual, a company and any other body of persons;
 - e) the term “company” means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - f) the term “enterprise” applies to the carrying on of any business;
 - g) the terms “enterprise of a Contracting State” and “enterprise of the other Contracting State” mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
 - h) the term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;
 - i) the term “competent authority” means:
 - (i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in Rwanda, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - j) the term “national”, in relation to a Contracting State, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting State; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting State;
 - k) the term “business” includes the performance of professional services and of other activities of an independent character.

2. As regards the application of the Agreement at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires or the competent authorities agree to a different meaning pursuant to the provisions of Article 25, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Agreement, the term “resident of a Contracting State” means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of

management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

- a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;
- c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
- d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.

4. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered as a resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Agreement, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term “permanent establishment” includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop;
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction, exploitation or exploration of natural resources, and
- g) a warehouse in relation to a person providing storage facilities for others.

3. The term “permanent establishment” shall be deemed to include:

- a) a building site, a construction, assembly, installation or dredging project or any supervisory activity in connection with such site or project, but only where such site, project or activity continues for a period of more than 6 months;
- b) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise through employees or other personnel engaged by an enterprise for such purpose, but only where activities of that nature continue (for the same or a connected project) within the Contracting State for a period or periods exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the fiscal year concerned;
- c) substantial equipment or machinery that is operated, or is available for operation, in a Contracting State for a period or periods aggregating more than 90 days in any twelve-month period commencing or ending in the fiscal year concerned.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage or display of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage or display;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any activity not listed in sub-paragraphs a) to d), provided that this activity has a preparatory or auxiliary character; or
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 7 applies – is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, an insurance enterprise of a Contracting State shall, except in regard to re-insurance, be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State if it collects premiums in the territory of that other State or insures risks situated therein through a person other than an agent of an independent status to whom paragraph 7 applies.

7. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

8. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term “immovable property” shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

Business profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the Contracting State in which the permanent establishment is situated or elsewhere. However, no such deduction shall be allowed in respect of amounts, if any, paid (otherwise than towards reimbursement of actual expenses) by the permanent establishment to the head office of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commission, for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise, by way of interest on moneys lent to the permanent establishment. Likewise, no account shall be taken, in the determination of the profits of a permanent establishment, for amounts charged (otherwise than towards reimbursement of actual expenses), by the permanent establishment to the head office of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commission for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise by way of interest on moneys lent to the head office of the enterprise or any of its other offices.

4. In so far as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary. The method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

International shipping and air transport

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. For the purposes of this Article, profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall include:

- a) profits derived from the rental on a bare boat basis of ships or aircraft used in international traffic,
- b) profits derived from the use, maintenance or rental of containers (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods and merchandise,

if such profits are incidental to the profits to which the provisions of paragraph 1 apply.

3. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship is a resident.

4. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

Associated enterprises

1. Where

- a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
- b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

3. The provisions of paragraph 2 shall not apply where judicial, administrative or other legal proceedings have resulted in a final ruling that by actions giving rise to an adjustment of profits under paragraph 1, one of the enterprises concerned is liable to penalty with respect to fraud, gross negligence or wilful default.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the dividends.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term “dividends” as used in this Article means income from shares, “jouissance” shares or “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State, nor subject the company’s undistributed profits to a tax on the company’s undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, interest arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State shall be exempt from tax in that State if it is derived by the Government of the other Contracting State or a local authority thereof, the Central Bank of a Contracting State or any institution wholly owned and controlled by that Government or local authority.

4. The term “interest” as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor’s profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the bene-

ficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, royalties arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.
3. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, or films or tapes used for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.
6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13

Technical fees

1. Technical fees arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, technical fees arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the technical fees is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the technical fees.
3. The term "technical fees" as used in this Article means payments of any kind to any person, other than to an employee of the person making the payments, in consideration for any service of a technical, managerial, professional or consultancy nature, unless the payment is the reimbursement of actual expenses incurred by that person with respect to the service.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the technical fees, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the technical fees arise, through a permanent establishment situated therein and the technical fees are effectively connected with such permanent establishment. In such case, the provisions of Article 7 shall apply.

5. Technical fees shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the technical fees, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the obligation to pay the technical fees was incurred, and such technical fees are borne by the permanent establishment, then such technical fees shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the technical fees, having regard to the services for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 14

Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other State.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of shares deriving more than 50 per cent of their value directly or indirectly from immovable property situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 15

Income from employment

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and

c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 16

Director's fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17

Entertainers and sportspersons

1. Notwithstanding the provisions of Article 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson acting as such accrues not to the entertainer or sportsperson but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Article 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

3. Income derived by a resident of a Contracting State from activities exercised in the other Contracting State as envisaged in paragraphs 1 and 2, shall be exempt from tax in that other State if the visit to that other State is supported wholly or mainly by public funds of the first-mentioned Contracting State or a local authority thereof, or takes place under a cultural agreement or arrangement between the Governments of the Contracting States.

Article 18

Pensions

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State. However, such pensions and other similar remuneration may also be taxed in the other Contracting State if they arise in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting State shall be taxable only in that State.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned State under the ordinary rules of its tax laws.

Article 19

Government service

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.

- b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
- 2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.
 - b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.
- 3. The provisions of Articles 15, 16, 17 and 18 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a local authority thereof.

Article 20

Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 21

Other income

- 1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that State.
- 2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
- 3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, items of income of a resident of a Contracting State not dealt with in the foregoing Articles of the Agreement and arising in the other Contracting State may also be taxed in that other State.

Article 22

Capital

- 1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
- 2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State may be taxed in that other State.
- 3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
- 4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

*Article 23****Elimination of double taxation***

1. Subject to the provisions of the law of Luxembourg regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Rwanda, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.
 - b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12, 13, paragraph 4 of Article 14, Article 17 and paragraph 3 of Article 21 may be taxed in Rwanda, Luxembourg shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in Rwanda. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Rwanda.
 - c) The provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Rwanda applies the provisions of this Agreement to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10, 11, 12 or 13 to such income.
2. In Rwanda, double taxation shall be eliminated as follows:

Luxembourg tax paid by a resident of Rwanda in respect of income taxable in Luxembourg, in accordance with the provisions of this Agreement, shall be deducted from taxes due in accordance with Rwandan Tax Law (which shall not affect the general principle hereof). Such deduction shall not, however, exceed the tax payable in Rwanda that would otherwise be payable on the income taxable in Luxembourg.

*Article 24****Non-discrimination***

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, paragraph 6 of Article 12 or paragraph 6 of Article 13, apply, interest, royalties, technical fees and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.
4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in

the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 25

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of either Contracting State. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

5. Where,

- a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting State on the basis that the actions of one or both of the Contracting States have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, and
- b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within three years from the date when all the information required by the competent authorities in order to address the case has been provided to both competent authorities,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests in writing. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either State. Unless a person directly affected by the case does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting States and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these States. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

Article 26

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed

only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both States and the competent authority of the supplying State authorises such use.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 27

Assistance in the collection of taxes

1. The Contracting States shall lend assistance to each other in the collection of revenue claims. This assistance is not restricted by Article 1. The competent authorities of the Contracting States may by mutual agreement settle the mode of application of this Article.

2. The term "revenue claim" as used in this Article means any amount owed in respect of taxes covered by the Agreement together with interest, administrative penalties and costs of collection or conservancy related to such amount.

3. When a revenue claim of a Contracting State is enforceable under the laws of that State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that State, prevent its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that State, be accepted for purposes of collection by the competent authority of the other Contracting State. That revenue claim shall be collected by that other State in accordance with the provisions of its laws applicable to the enforcement and collection of its own taxes as if the revenue claim were a revenue claim of that other State.

4. When a revenue claim of a Contracting State is a claim in respect of which that State may, under its law, take measures of conservancy with a view to ensure its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that State, be accepted for purposes of taking measures of conservancy by the competent authority of the other Contracting State. That other State shall take measures of conservancy in respect of that revenue claim in accordance with the provisions of its laws as if the revenue claim were a revenue claim of that other State even if, at the time when such measures are applied, the revenue claim is not enforceable in the first-mentioned State or is owed by a person who has a right to prevent its collection.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 3 and 4, a revenue claim accepted by a Contracting State for purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that State, be subject to the time limits or accorded any priority applicable to a revenue claim under the laws of that State by reason of its nature as such. In addition, a revenue claim accepted by a Contracting State for the purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that State, have any priority applicable to that revenue claim under the laws of the other Contracting State.

6. Proceedings with respect to the existence, validity or the amount of a revenue claim of a Contracting State shall not be brought before the courts or administrative bodies of the other Contracting State.

7. Where, at any time after a request has been made by a Contracting State under paragraph 3 or 4 and before the other Contracting State has collected and remitted the relevant revenue claim to the first-mentioned State, the relevant revenue claim ceases to be:

- a) in the case of a request under paragraph 3, a revenue claim of the first-mentioned State that is enforceable under the laws of that State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that State, prevent its collection, or
- b) in the case of a request under paragraph 4, a revenue claim of the first-mentioned State in respect of which that State may, under its laws, take measures of conservancy with a view to ensure its collection.

the competent authority of the first-mentioned State shall promptly notify the competent authority of the other State of that fact and, at the option of the other State, the first-mentioned State shall either suspend or withdraw its request.

8. In no case shall the provisions of this Article be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to carry out measures which would be contrary to public policy (ordre public);
- c) to provide assistance if the other Contracting State has not pursued all reasonable measures of collection or conservancy, as the case may be, available under its laws or administrative practice;
- d) to provide assistance in those cases where the administrative burden for that State is clearly disproportionate to the benefit to be derived by the other Contracting State.

Article 28

Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 29

Entitlement to benefits

1. Notwithstanding the other provisions of this Agreement, a benefit under this Agreement shall not be granted in respect of an item of income or capital if it is reasonable to conclude, having regard to all relevant facts and circumstances, that obtaining that benefit was one of the principal purposes of any arrangement or transaction that resulted directly or indirectly in that benefit, unless it is established that granting that benefit in these circumstances would be in accordance with the object and purpose of the relevant provisions of this Agreement.

2. Where a benefit under this Agreement is denied to a person under paragraph 1, the competent authority of the Contracting State that would otherwise have granted this benefit shall nevertheless treat that person as being entitled to this benefit, or to different benefits with respect to a specific item

of income or capital, if such competent authority, upon request from that person and after consideration of the relevant facts and circumstances, determines that such benefits would have been granted to that person in the absence of the transaction or arrangement referred to in paragraph 1. The competent authority of the Contracting State to which the request has been made will consult with the competent authority of the other State before rejecting a request made under this paragraph by a resident of that other State.

Article 30

Entry into force

1. The Contracting States shall notify each other in writing, through diplomatic channels, that the procedures required by its law for the entry into force of this Agreement have been satisfied. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification.
2. The Agreement shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force.

Article 31

Termination

1. This Agreement shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Agreement, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.
2. The Agreement shall cease to have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the notice of termination is given;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the notice of termination is given.

IN WITNESS whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at Luxembourg on the 29th of September 2021, in the English language.

*For The Government of the
Grand Duchy of Luxembourg*

Pierre GRAMEGNA
Minister of Finance

*For The Government of the
Republic of Rwanda*

Dieudonné R. SEBASHONGORE
*Ambassador of the Republic of Rwanda
to Grand Duchy of Luxembourg*

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

8021/01

N° 8021¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2021-2022

PROJET DE LOI

portant approbation de l' "Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention tax evasion and avoidance", fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(15.7.2022)

Par dépêche du 17 juin 2022, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et européennes.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles et du protocole de la convention à approuver, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi que le texte de la convention à approuver.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous avis a pour objet l'approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Rwanda pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (*Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance*) fait en langue anglaise à Luxembourg, le 29 septembre 2021 (ci-après « Convention »).

*

EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

L'article unique du projet de loi sous examen, qui a pour objet l'approbation de la Convention, n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

*

OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE*Observation générale*

Il y a lieu de remplacer, tant à l'intitulé du projet de loi qu'à l'article unique, les guillemets utilisés en langue anglaise (" ") entourant l'intitulé de l'acte cité par des guillemets utilisés en langue française (« »).

Intitulé

Le Conseil d'État constate que le dossier lui soumis pour avis contient deux intitulés différents, dans la mesure où à l'intitulé figurant sur la page de garde le terme « of » fait défaut avant les termes « tax evasion ». Pour l'examen dudit intitulé, il s'en tient dès lors au libellé de l'intitulé précédant immédiatement l'article unique de la loi en projet lequel ne suscite pas d'observation.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 16 votants, le 15 juillet 2022.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Christophe SCHILTZ

8021/02

N° 8021²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2021-2022

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(7.10.2022)

La Commission se compose de : M. André BAULER, Président, M. Guy ARENDT, Rapporteur ; MM. François BENOY, Dan BIANCALANA, Sven CLEMENT, Yves CRUCHTEN, M. Max HAHN, Mme Martine HANSEN, MM. Fernand KARTHEISER, Dan KERSCH, Mme Josée LORSCHÉ, MM. Laurent MOSAR, Gilles ROTH, Claude WISELER et Michel WOLTER, Membres

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi n°8021 a été déposé par la Ministre des Finances le 7 juin 2022.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 15 juillet 2022.

Lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) du 19 septembre 2022, Monsieur Guy Arendt a été désigné rapporteur du projet de loi sous rubrique. Au cours de la même réunion, le projet de loi a été présenté à la COFIBU et cette dernière a examiné l'avis du Conseil d'Etat.

L'adoption du projet de rapport a eu lieu au cours de la réunion du 7 octobre 2022.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Rwanda pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (*Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance*) fait en langue anglaise à Luxembourg, le 29 septembre 2021 (ci-après « Convention »).

Considérations générales

La Convention repose sur le modèle de convention fiscale élaboré par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), tout en tenant compte des spécificités légales respectives des deux États signataires. Certaines dispositions du modèle de convention fiscale des Nations Unies sont incluses dans le dispositif pour donner suite à la demande du Rwanda. Les standards internationaux en matière de transparence sont donc respectés.

Les négociations entre les deux parties signataires ont mené à cet accord de non-double imposition équilibré reposant sur les dispositions fiscales des deux pays.

La signature de la Convention témoigne des efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter et d'améliorer progressivement le réseau de conventions fiscales du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour tout détail complémentaire, il est renvoyé au commentaire des articles de la Convention du document parlementaire n°8021.

*

3. L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'État a émis son avis le 15 juillet 2022. L'article unique du projet de loi n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

*

4. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

L'article unique approuve l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021.

L'article unique du projet de loi n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

D'un point de vue légistique, le Conseil d'Etat signale qu'il y a lieu de remplacer, tant à l'intitulé du projet de loi qu'à l'article unique, les guillemets utilisés en langue anglaise (“ ”) entourant l'intitulé de l'acte cité par des guillemets utilisés en langue française (« »).

La Commission des Finances et du Budget procède au remplacement préconisé.

Le Conseil d'Etat constate en outre que le dossier lui soumis pour avis contient deux intitulés différents, dans la mesure où à l'intitulé figurant sur la page de garde le terme « of » fait défaut avant les termes « tax evasion ». Pour l'examen dudit intitulé, il s'en tient dès lors au libellé de l'intitulé précédant immédiatement l'article unique de la loi en projet lequel ne suscite pas d'observation.

*

5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n°8021 dans la teneur qui suit :

*

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

Article unique. Est approuvée l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021.

Luxembourg, le 7 octobre 2022

Le Président,
André BAULER

Le Rapporteur,
Guy ARENDT

8021/03

N° 8021³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(4.10.2022)

Le projet de loi sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet l'approbation de la convention fiscale conclue entre le Rwanda et le Luxembourg pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance), fait en langue anglaise à Luxembourg, le 29 septembre 2021 (ci-après la « Convention »).

Par ce biais, le Grand-Duché de Luxembourg poursuit sa politique d'extension quantitative et qualitative du réseau de conventions tendant à éviter la double imposition et la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, conformément aux standards internationaux de l'OCDE en matière d'échange de renseignements sur demande et de coopération.

Il est utile de relever que le Rwanda n'est pas signataire de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices¹, signée à Paris, le 7 juin 2017. La Convention s'inspire néanmoins de certains principes préconisés au modèle de convention fiscale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en tenant compte des spécificités respectives des législations des Etats contractants.

La Chambre de Commerce se félicite du renforcement de la coopération fiscale avec l'Afrique. La conclusion de la Convention s'inscrit dans la volonté du Grand-Duché de Luxembourg de mettre en œuvre des outils permettant de faciliter les échanges commerciaux avec le continent africain.

La Chambre de Commerce note favorablement la mention par l'article 4.4 de la Convention des « *collective investment véhicules* », considérés comme résidents de l'Etat contractant dans lequel ils sont établis et comme bénéficiaires effectifs des revenus qu'ils perçoivent.

La Chambre de Commerce n'a pas de commentaires supplémentaires à formuler et s'en tient à l'exposé des motifs et aux commentaires des articles de la Convention qui expliquent clairement le cadre et les objectifs du présent Projet.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

¹ Ou « Base erosion and profit shifting/BEPS » en anglais

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

8021

Bulletin de Vote (Vote Public)

J-2022-0-0312

Date: 24/11/2022 15:52:57	Président: M. Etgen Fernand
Scrutin: 2	Secrétaire A: M. Scheeck Laurent
Vote: PL 8021 PL8021	Secrétaire B: Mme Barra Isabelle
Description: Projet de loi - Projet de loi 8021	

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	51	1	1	53
Procuration:	5	1	1	7
Total:	56	2	2	60

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
CSV					
Mme Adehm Diane	Oui		Mme Arendt épouse Kemp Nan	Oui	
M. Eicher Emile	Oui		M. Eischen Félix	Oui	
M. Galles Paul	Oui		M. Gloden Léon	Oui	
M. Halsdorf Jean-Marie	Oui		Mme Hansen Martine	Oui	
M. Hengel Max	Oui		M. Kaes Aly	Oui	
M. Lies Marc	Oui		Mme Margue Elisabeth	Oui	
M. Mischo Georges	Oui		Mme Modert Octavie	Oui	(M. Mosar Laurent)
M. Mosar Laurent	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schaaf Jean-Paul	Oui		M. Spautz Marc	Oui	
M. Wilmes Serge	Oui		M. Wiseler Claude	Oui	
M. Wolter Michel	Oui				

déi gréng					
Mme Ahmedova Semiray	Oui		M. Benoy François	Oui	
Mme Bernard Djuna	Oui	(Mme Lorsché Josée)	Mme Empain Stéphanie	Oui	
Mme Gary Chantal	Oui	(Mme Thill Jessie)	M. Hansen- Marc	Oui	
Mme Lorsché Josée	Oui		M. Margue Charles	Oui	
Mme Thill Jessie	Oui				

DP					
M. Arendt Guy	Oui		M. Bauler André	Oui	
M. Baum Gilles	Oui		Mme Beissel Simone	Oui	
M. Colabianchi Frank	Oui		M. Etgen Fernand	Oui	
M. Graas Gusty	Oui		M. Hahn Max	Oui	
Mme Hartmann Carole	Oui		M. Knaff Pim	Oui	
M. Lamberty Claude	Oui		Mme Polfer Lydie	Oui	

LSAP					
Mme Asselborn-Bintz Simone	Oui		M. Biancalana Dan	Oui	
Mme Burton Tess	Oui		Mme Closener Francine	Oui	
M. Cruchten Yves	Oui		M. Di Bartolomeo Mars	Oui	
Mme Hemmen Cécile	Oui		M. Kersch Dan	Oui	
Mme Mutsch Lydia	Oui		M. Weber Carlo	Oui	

déi Lénk					
Mme Cecchetti Myriam	Non		Mme Oberweis Nathalie	Non	(Mme Cecchetti Myriam)

Piraten					
M. Clement Sven	Abst.		M. Goergen Marc	Abst.	(M. Clement Sven)

ADR					
M. Engelen Jeff	Oui		M. Kartheiser Fernand	Oui	
M. Keup Fred	Oui	(M. Engelen Jeff)	M. Reding Roy	Oui	(M. Kartheiser Fernand)

Le Président:

Le Secrétaire général:




8021



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

N° 8021

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

*

Article unique. Est approuvée l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021.

Projet de loi adopté par la Chambre des Députés
en sa séance publique du 24 novembre 2022

Le Secrétaire général,

Le Président,

s. Laurent Scheeck

s. Fernand Etgen

8021/04

N° 8021⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

* * *

DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL PAR LE CONSEIL D'ETAT

(29.11.2022)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 24 novembre 2022 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 24 novembre 2022 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 15 juillet 2022 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 18 votants, le 29 novembre 2022.

Le Secrétaire général,

Marc BESCH

Le Vice-Président,

Patrick SANTER

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 07 octobre 2022

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 19 et 26 (matin) septembre 2022
2. 8021 Projet de loi portant approbation de l' "Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention tax evasion and avoidance", fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021
- Rapporteur : Monsieur Guy Arendt
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 8023 Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance" et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021
- Rapporteur : Monsieur Guy Arendt
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 8071 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2021)
- Rapporteur : Monsieur Jean-Paul Schaaf
- Echange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) et de l'Administration des contributions directes (ACD)

*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. François Benoy, M. Yves Cruchten. M. Marc Goergen remplaçant M. Sven Clement, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, M. Dan Kersch, M. Charles Margue remplaçant Mme Josée Lorsché
M. Jean-Paul Schaaf, rapporteur du débat d'orientation

Mme Pascale Toussing, Directeur de l'Administration des contributions directes (ACD)

M. Luc Schmit, Directeur adjoint de l'ACD

M. Laurent Schaack, M. Camille Thiltges, de l'ACD

M. Christian Buttel, Directeur adjoint de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)

M. Marc Brandenburger, Mme Carole Schweich, de l'AED

M. Maxime Bernard, du groupe parlementaire CSV
Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Sven Clement, Mme Josée Lorsché

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 19 et 26 (matin) septembre 2022

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

2. 8021 Projet de loi portant approbation de l' "Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention tax evasion and avoidance", fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

Les membres de la Commission choisissent le modèle de base pour les débats en séance plénière.

3. 8023 Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance" et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

Les membres de la Commission choisissent le modèle de base pour les débats en séance plénière. Les discours de présentation en séance plénière des projets de loi 8021 et 8023 par le rapporteur se suivront directement.

4. 8071 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2021)

Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA (AED)

Cas 2021/48 – Rente à titre gratuit et contrat de louage

La Commission constate que dans le cas 2021/48 concernant l'imposition d'une rente à titre gratuit, l'AED) a reconsidéré sa décision initiale et qualifié la rente concernée de contrat de louage. Le montant trop perçu par l'AED a été remboursé au contribuable et le dossier est clôturé.

Administration des contributions directes (ACD)

En guise d'introduction, Madame le Directeur de l'ACD signale qu'en 2021, l'Ombudsman a introduit 41 nouveaux cas auprès de l'ACD. Ce nombre paraît faible par rapport aux 500.000 à 600.000 bulletins préparés par l'ACD chaque année. La majeure partie de ces 41 cas n'a pas présenté de difficulté et a pu être résolu rapidement.

Un représentant de l'ACD présente les quatre dossiers pour le détail desquels il est prié de se référer aux pages 134 à 142 du rapport annuel 2021 du Médiateur reprises en annexe.

Cas 2021/44 – Assimilation fiscale entre contribuable résident et non résident

L'Ombudsman constate par le biais du présent cas que les contribuables non-résidents sont assimilés aux contribuables résidents tant sur le plan de la détermination du revenu imposable que sur celui de la détermination de l'impôt et qu'ils sont rangés dans les mêmes classes d'impôt que les contribuables qui se trouvent dans la même situation de famille.

En réponse à une question de M. Jean-Paul Schaaf concernant l'information du contribuable qui déménage à l'étranger sur les changements survenant au niveau de la fiscalité en relation avec son nouveau statut de non-résident, il est précisé que le déménagement à l'étranger entraîne automatiquement l'édition d'une nouvelle fiche de retenue d'impôt sur laquelle ne figurent plus les déductions spéciales/modérations d'impôt. C'est donc assez rapidement que le contribuable est mis au courant de ce changement auquel il peut remédier en demandant l'assimilation fiscale à un contribuable résident.

Cas 2021/45 – Imposition d'arriérés de pension d'invalidité

Le présent cas a été résolu par le biais d'une remise gracieuse.

Suite à une intervention de M. André Bauler, il est expliqué que l'imposition de l'épargne accumulée versée à l'échéance normale d'un contrat de prévoyance-vieillesse sous forme d'un capital unique suit les dispositions tarifaires du demi-taux global (taux atténué).

Cas 2021/46 – Problématique des impositions selon le §100a de la loi générale des impôts

Le présent cas ne suscite aucun commentaire.

Cas 2021/47 – Imposition de tantièmes

Après description du présent cas, il est signalé que le contribuable concerné est un professionnel susceptible de connaître les voies de recours existantes en matière fiscale.

Alors que M. Marc Goergen revient au propos de l'Ombudsman selon lequel « Le contribuable n'a pas fait de recours contre la décision directoriale pour des raisons de coûts. », l'attention est tirée sur le fait qu'un contribuable est libre de soumettre sa réclamation à l'ACD sans recourir aux services d'un avocat et qu'il peut également se présenter seul devant le tribunal en cas de procès.

M. Goergen constate que l'Ombudsman regrette que l'ACD n'ait pas tenu compte des arguments du Médiateur et n'y ait répondu que de manière lacunaire.

En réaction à une remarque de M. Bauler, le Directeur de l'ACD signale que l'ACD peut communiquer avec les contribuables par courriel, sauf s'il s'agit de données tombant sous le secret fiscal. Elle ajoute que l'ACD a, au cours des deux dernières années de pandémie et sauf au moment du premier confinement, toujours permis les rencontres entre ses représentants et les contribuables (parfois uniquement sur rendez-vous).

Luxembourg, le 7 octobre 2022

Annexe :

Extraits du rapport d'activité de l'Ombudsman (2021)

Procès-verbal approuvé et certifié exact

FINANCES

ADMINISTRATIONS ET ETABLISSEMENTS PUBLICS RELEVANT DE L'ETAT

VENTILATION PAR MINISTÈRES

Réclamations introduites

2021

Le tableau reproduit ci-après reprend la ventilation des ~~réclamations~~ introduites auprès du Médiateur entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice concerné en fonction du Ministère visé.

Les réclamations dirigées contre un organisme non-public (incompétence *ratione materiae*) et les réclamations transmises pour compétence à d'autres Médiateurs ne sont pas prises en compte.

Ministères	Réclamations introduites	Ratio	Clôture définitive	Réclamation recevable	Réclamation irrecevable
Ministère des Affaires étrangères et européennes	192	24,62%	134	85	26
Ministère de la Sécurité sociale	130	16,67%	116	79	10
Ministère des Finances	84	10,77%	73	50	6
Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région	73	9,36%	68	48	6
Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	61	7,82%	51	43	2
Ministère du Logement	50	6,41%	35	22	2
Ministère de la Justice	43	5,51%	32	18	9
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	30	3,85%	24	15	3
Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	25	3,21%	17	9	3
Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	24	3,08%	20	12	1
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	21	2,69%	17	12	1
Ministère de la Santé	17	2,18%	15	12	0
Ministère de l'Économie	12	1,54%	10	7	2
Ministère de la Sécurité intérieure	5	0,64%	5	2	3
Ministère d'État	4	0,51%	1	1	0
Ministère de la Fonction publique	2	0,26%	1	1	0
Ministère des Sports	2	0,26%	2	1	1
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	1	0,13%	1	0	0
Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire	1	0,13%	1	0	1
Ministère de l'Intérieur	1	0,13%	1	0	0
Ministère de la Protection des consommateurs	1	0,13%	0	0	0
Ministère de la Culture	0	0,00%	0	0	0
Ministère de la Digitalisation	0	0,00%	0	0	0
Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes	0	0,00%	0	0	0

ADMINISTRATIONS ET ETABLISSEMENTS PUBLICS RELEVANT DE L'ETAT

VENTILATION PAR MINISTÈRES

Taux de correction

Le tableau reproduit ci-après reprend la ventilation des réclamations introduites auprès du Médiateur entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice concerné en fonction du Ministère visé.

Les réclamations dirigées contre un organisme non-public (incompétence *ratione materiae*) et les réclamations transmises pour compétence à d'autres Médiateurs ne sont pas prises en compte.

Ministères	Base taux de correction	Correction totale obtenue	Correction partielle obtenue	Pas de correction obtenue	Taux de correction
Ministère des Affaires étrangères et européennes	53	47	3	3	94,34%
Ministère de la Sécurité sociale	30	17	3	10	66,67%
Ministère des Finances	34	16	9	9	73,53%
Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région	23	14	4	5	78,26%
Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	26	18	2	6	76,92%
Ministère du Logement	18	16	1	1	94,44%
Ministère de la Justice	8	8	0	0	100,00%
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	4	4	0	0	100,00%
Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	4	3	0	1	75,00%
Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	3	1	0	2	33,33%
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	6	5	0	1	83,33%
Ministère de la Santé	6	4	1	1	83,33%
Ministère de l'Économie	5	4	0	1	80,00%
Ministère de la Sécurité intérieure	0	0	0	0	-
Ministère d'État	0	0	0	0	-
Ministère de la Fonction publique	1	1	0	0	100,00%
Ministère des Sports	1	0	0	1	0,00%
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	0	0	0	0	-
Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire	0	0	0	0	-
Ministère de l'Intérieur	0	0	0	0	-
Ministère de la Protection des consommateurs	0	0	0	0	-
Ministère de la Culture	0	0	0	0	-
Ministère de la Digitalisation	0	0	0	0	-
Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	-

AFFAIRES RELEVANT DE L'ETAT

MINISTÈRE DES FINANCES

Administration des contributions directes (ACD)

Assimilation fiscale entre contribuable résident et non résident [2021/44]

Le Médiateur a été saisi par un réclamant ressortissant luxembourgeois et domicilié en Allemagne qui, en ayant reçu sa fiche de retenue d'impôt pour 2021, s'est étonné que les rentes alimentaires au montant total de 14.484 EUR, soit 1.207 EUR par mois ne figuraient plus parmi les déductions spéciales. Il a tenté de faire droit à une rectification de sa fiche d'impôt en utilisant le modèle 164 NR pour salariés et pensionnés non-résidents (NR) et en remplissant le formulaire en question, il s'est aperçu qu'il ne pouvait plus déduire une rente alimentaire envers son ex-épouse en tant que dépense spéciale sur sa fiche de retenue d'impôt. Il s'est renseigné auprès des services de l'Administration des contributions directes qui lui ont confirmé qu'il ne saura plus faire valoir ces dépenses spéciales.

D'après sa nouvelle fiche de retenue d'impôt, cette circonstance a comme conséquence directe qu'il doit renoncer chaque mois à un montant de 499 EUR sur sa pension, ce qui a évidemment des répercussions directes sur sa liquidité mensuelle.

Finalement, l'agent du fisc l'a informé qu'il n'est plus possible de rectifier sa fiche de retenue d'impôt, mais qu'il aurait la possibilité de faire une déclaration d'impôt (formulaire 100) ou un décompte annuel (formulaire 163 NR D) afin de demander un remboursement. Le réclamant estime qu'en tant que ressortissant luxembourgeois, ayant presté toute sa vie et touchant une pension au Luxembourg, il devrait être en droit d'être assimilé à un contribuable résident et que cette assimilation devait être complète.

Le Médiateur a analysé le dossier et a retenu que le bureau d'imposition lui a fourni un certain nombre d'informations concluantes.

En effet, d'après l'article 157ter de la L.I.R. « Par dérogation aux dispositions correspondantes des articles 157 et 157bis, les contribuables non-résidents imposables au Grand-Duché du chef d'au moins 90 pour cent du total de leurs revenus tant indigènes qu'étrangers et ceux dont la somme des revenus nets non soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois est inférieure à 13.000 euros sont, soit sur demande, soit en vertu des dispositions de l'article 157bis, alinéa 3, imposés au Grand-Duché, en ce qui concerne leurs revenus y imposables, au taux d'impôt qui leur serait applicable s'ils étaient des résidents au Grand-Duché et y étaient imposables en raison de leurs revenus tant indigènes qu'étrangers. (...) »

Force est de constater que pour avoir la possibilité de faire droit aux déductions (dépenses spéciales, charges extraordinaires etc.), le contribuable non-résident doit bénéficier de l'assimilation fiscale au contribuable résident. En cas d'assimilation, le contribuable non-résident est alors obligé de déposer une déclaration fiscale luxembourgeoise annuelle, document 100. Ceci est valable quelle que soit la situation du contribuable, qu'il soit célibataire, marié, veuf, divorcé ou pacsé.

Cette demande d'imposition suivant l'article 157ter implique la prise en compte de l'ensemble des revenus du contribuable et de son ménage et détermine le taux d'imposition qui sera applicable sur son revenu luxembourgeois (imposition par voie d'assiette).

En vue de pouvoir expliquer les dispositions légales au réclamant et afin de dissiper ses inquiétudes quant à un traitement inéquitable et injuste, le Médiateur est intervenu auprès du Directeur de l'Administration des contributions directes afin d'obtenir des précisions sur l'article 157 alinéa 2 et plus précisément pourquoi l'article 109, alinéa 1^{er}, numéro 1 n'est pas applicable « à l'endroit des contribuables non-résidents », et de connaître son appréciation concernant l'étendue de l'assimilation fiscale entre contribuables résidents et non-résidents.

Le Directeur énonce dans son courrier que l'article 157, alinéa 2 L.I.R. énumère les dispositions légales qui sont applicables en rapport avec la détermination du revenu imposable des contribuables non-résidents. Ces dispositions restrictives sont dues au fait que les contribuables non-résidents sont imposables uniquement en raison de leurs revenus indigènes au sens de l'article 156 L.I.R. et que, lorsqu'ils ne dépassent pas un certain seuil de revenus réalisés au Grand-Duché, il est supposé que leur situation personnelle et familiale soit suffisamment prise en compte dans leur Etat de résidence, notamment par le biais de certains abattements, de tranches de revenus exonérés, par exemple.

Afin de pouvoir bénéficier de la déduction de rentes alimentaires en tant que dépense spéciale, le réclamant est tenu de déposer une déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année concernée en optant pour l'assimilation du non-résident au résident suivant l'article 157ter L.I.R.

L'assimilation des contribuables non-résidents aux contribuables résidents suivant l'article 157ter L.I.R. est accordée sur demande aux contribuables dont au moins 90 pour cent de leur revenu est imposable au Grand-Duché ou si le seuil de 90 pour cent visé ci-avant n'est pas atteint, mais lorsque la somme de leurs revenus nets non soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois est inférieure à 13.000 euros. Les revenus indigènes ainsi que les revenus étrangers sont pris en considération pour le calcul du seuil de 90 pour cent.

Conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article 157ter L.I.R et suivant la circulaire L.I.R n°157ter/1 du 21 mars 2019, les contribuables non-résidents remplissant les conditions d'assimilation sont imposés en ce qui concerne leurs revenus imposables au Grand-Duché au taux d'impôt qui leur serait applicable s'ils étaient des résidents du Grand-Duché et y étaient imposables en raison de leurs revenus tant indigènes qu'étrangers.

Pour conclure, il faut retenir que les contribuables non-résidents sont assimilés aux contribuables résidents tant sur le plan de la détermination du revenu imposable que sur celui de la détermination de l'impôt et ils seront rangés dans les mêmes classes d'impôt que les contribuables qui se trouvent dans la même situation de famille.

Imposition d'arriérés de pension d'invalidité versés suite à une décision du Conseil supérieur de la sécurité sociale (CSSS), respectivement du Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) [2021/45].

Dans un premier cas, l'administré s'est vu reconnaître, par jugement du CSSS, un droit à pension d'invalidité rétroactif au 14/05/2015.

Par virements successifs intervenus en date du 28/08/2019, l'administré a perçu les montants nets suivants :

- 9.662,37 euros au titre d'arrérages du 14/05/2015 au 01/01/2016 ;
- 15.330,98 euros au titre d'arrérages du 01/01/2016 au 01/01/2017 ;
- 15.968,23 euros au titre d'arrérages du 01/01/2017 au 01/01/2018 ;
- 16.185,60 euros au titre d'arrérages du 01/01/2018 au 01/01/2019 ;
- 13.628,40 euros au titre d'arrérages du 01/01/2019 au 01/09/2019.

D'après les éléments à disposition du Médiateur, l'intégralité des montants rétroactivement dus aurait été prise en compte à l'occasion de son imposition pour l'exercice 2019.

Le Médiateur est partant intervenu auprès de l'ACD en vue de savoir si une imposition régulière de chacun des montants au terme de l'exercice correspondant aurait conduit à la détermination d'un impôt différent (arrérages 2015 avec imposition en 2015 ; arrérages 2016 avec imposition en 2016, etc.).

Par courrier du 17/12/2020, l'ACD informe le Médiateur qu'en la seule présence des montants nets renseignés dans son courrier, l'ACD serait dans l'impossibilité de pouvoir répondre à sa demande, précisant néanmoins que l'article 108, alinéa 1er L.I.R. prévoit que les recettes qui entrent en ligne de compte pour la détermination des revenus nets visés aux numéros 4 à 8 de l'article 10 L.I.R., dont les revenus de pensions et de rentes, sont à attribuer à l'année d'imposition au cours de laquelle elles sont mises à la disposition du contribuable.

Afin d'atténuer l'effet d'un tarif progressif, l'ACD explique au Médiateur que les rappels de pension se rapportant à une année autre que l'année d'imposition sont qualifiés, aux termes de l'article 132, alinéa 1er, numéro 3 L.I.R. et du règlement grand-ducal du 18 janvier 1995, d'extraordinaires et imposés à un taux de faveur tel qu'il résulte de l'article 131, alinéa 1er, litt. b) L.I.R, lequel prévoit que l'impôt sur ces revenus extraordinaires est égal à quatre fois l'excédent de l'impôt correspondant, d'après le tarif normal, à la somme du revenu ordinaire et du quart des revenus extraordinaires prévus sur l'impôt correspondant, d'après le même tarif, au revenu ordinaire. L'impôt correspondant aux revenus extraordinaires prévus ne peut cependant pas être supérieur à 24% de ces revenus.

Suivant intervention auprès de la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP), le Médiateur a été en mesure de transmettre les montants bruts correspondants en date du 11/05/2021, à savoir :

- 13.514,93 euros bruts au titre d'arrérages du 14/05/2015 au 01/01/2016 ;
- 21.444,24 euros bruts au titre d'arrérages du 01/01/2016 au 01/01/2017 ;
- 22.179,84 euros bruts au titre d'arrérages du 01/01/2017 au 01/01/2018 ;
- 22.482,17 euros bruts au titre d'arrérages du 01/01/2018 au 01/01/2019 ;
- 14.887,20 euros bruts au titre d'arrérages du 01/01/2019 au 01/09/2019.

Le Médiateur a partant informé l'ACD que sur base d'un certificat de revenu établi par le CCSS en date du 14/06/2021, ainsi que d'une simulation effectuée pour les années concernées via le site Internet de l'ACD, il semble établi que l'imposition effectuée à ce jour par l'ACD en relation avec les arriérés de pension depuis 2015 est largement préjudiciable à l'administré.

Sur base des informations qui précèdent, le Médiateur a pu établir les estimations suivantes :

Exercice	Revenu brut	Impôt dû
2015	16.360,46 €	529,00 €
2016	21.444,24 €	1.338,00 €
2017	22.179,84 €	1.229,00 €
2018	22.482,17 €	1.274,00 €
2019	14.887,20 €	324,00 €
TOTAL	97.353,91 €	4.694,00 €

Pareilles estimations permettent d'établir que s'il avait été imposé chaque année en fonction du montant qu'il aurait dû percevoir de la part de la CNAP, l'administré aurait versé un montant cumulé de 4.694 euros au titre de l'impôt sur le revenu.

Au terme de l'imposition globale intervenue en 2019, l'administré s'est toutefois vu demander le paiement d'un montant de 19.462 euros, soit une différence de 14.768 euros.

Si le Médiateur ne conteste pas que l'imposition de l'administré ait été effectuée en vertu des dispositions fiscales énoncées dans le courrier de l'ACD du 17/12/2020, il constate cependant qu'une telle manière de procéder semble faite, dans le cas d'espèce, au détriment de l'administré.

Pour mémoire, le Médiateur rappelle que le revenu extraordinaire considéré par l'ACD pour l'imposition 2019 consiste en un arréage de pension versé par la CNAP suivant jugement du CSSS reconnaissant à l'administré un droit à pension d'invalidité rétroactif au 14/05/2015.

Comprenant qu'il n'appartient pas aux devoirs de l'ACD « *d'établir d'éventuelles simulations fiscales ayant comme point d'amorce des prémises incertaines ou inconnues, telles qu'en l'occurrence l'état civil, la classe d'impôt, d'éventuels revenus supplémentaires et autres* », le Médiateur estime cependant que la présente intervention de sa part contient des éléments objectifs et suffisants afin de permettre à l'ACD d'en prendre connaissance de manière éclairée et est partant susceptible d'ouvrir une discussion légitime sur la problématique avancée.

Le Médiateur a partant demandé à l'ACD, compte tenu de tout ce qui précède, de bien vouloir réexaminer l'imposition effectuée en l'espèce, eu égard notamment à la possibilité d'octroyer à l'administré une remise gracieuse ainsi qu'au principe d'équité.

Peu de temps après, le Médiateur a été saisi d'un deuxième cas similaire.

En l'espèce, le réclamant a fait l'objet d'une réévaluation médicale en 2017, par le médecin du travail de l'ADEM dans le cadre de son reclassement externe. Le médecin du travail a estimé qu'il a récupéré les capacités de travail nécessaires lui permettant d'occuper un poste similaire à son dernier poste de travail avant la décision de reclassement professionnel et a mis fin au reclassement. En raison du retrait du reclassement, le réclamant a perdu l'indemnité d'attente dont il bénéficiait.

Le réclamant a intenté un recours et a eu gain de cause par un jugement du CASS d'octobre 2019.

Les arriérés d'indemnité d'attente n'ont pu être payés par la CNAP qu'en janvier 2020.

Pour cette raison, les arriérés de 2018 et 2019 ont été imposés en tant que revenu extraordinaire au titre de l'année 2020. Du fait de l'imposition de la somme globale en 2020, la charge d'impôt du réclamant était plus élevée que s'il avait été imposé année par année.

Dans son intervention auprès de l'ACD, le Médiateur a insisté sur le fait qu'aucune administration impliquée n'avait commis une erreur. Néanmoins, dans les deux cas, les administrés étaient préjudiciés. Ils devaient payer un surplus d'impôts en raison des circonstances qui ne leurs étaient pas imputables.

Finalement, suite à l'intervention du Médiateur, l'ACD informe le Médiateur qu'au vu du caractère particulier de ces affaires, une remise gracieuse pour rigueur objective peut en effet être admise.

L'ACD précise qu'un calcul fictif de l'impôt dû, année par année en cause, a été effectué par ses soins pour les deux cas et, qu'afin de remédier à cette rigueur, l'impôt en trop payé au titre de l'année de la perception effective des arriérés de pension, respectivement d'indemnité d'attente va être restitué aux requérants sous forme d'une remise gracieuse.

Le Médiateur, insistant sur le fait que l'imposition initialement effectuée, certes préjudiciable aux administrés, répondait aux dispositions légales en vigueur, remercie l'ACD d'avoir œuvré en ce sens.

Problématique des impositions selon le §100a de la loi générale des impôts (Abgabenordnung - AO) [2021/46]

Comme les années précédentes, le Médiateur a été confronté à des réclamations concernant une imposition selon le §100a AO. Il a notamment été saisi par une société dont le bilan a dû être rectifié après le dépôt de la déclaration d'impôts et après imposition sur base du § 100 AO, ce qui a entraîné une forte réduction de la fortune d'imposition. La société a réclamé contre les bulletins d'établissement de la valeur unitaire au 1.1.2017, au 1.1.2018 et au 1.1.2019 et contre les bulletins de l'impôt sur la fortune de 2017, 2018 et 2019. Or le préposé du bureau d'imposition compétent refusait de contrôler les bulletins.

Une imposition par application du §100a AO permet à l'administration fiscale d'imposer une société sur base de sa seule déclaration et sans vérification de la déclaration, sous réserve de pouvoir contrôler la déclaration endéans les 5 ans (*Steuerfestsetzung unter Vorbehalt der Nachprüfung*).

Le préposé du bureau d'imposition compétent a répondu à la société qu'un contrôle ultérieur suite à une imposition suivant le § 100a AO n'est pas un moyen de réformer un bulletin d'impôt, mais que l'initiative de ce contrôle appartient au bureau d'imposition.

Bien que cette réponse soit conforme à la loi et qu'il soit de jurisprudence constante que le contribuable ne peut pas exiger un contrôle de sa déclaration d'impôt, le Médiateur reste d'avis que rien n'empêche le bureau d'imposition de procéder à un contrôle suite à la réception de bilans rectificatifs ou d'autres informations indiquant que l'imposition doit éventuellement être corrigée.

Un tel contrôle pourrait éviter un recours et serait certainement plus rapide que la procédure de recours.

En l'espèce, la société était en liquidation et devait rapidement être fixée sur les impôts à payer.

Outre le fait que le contribuable ne peut pas demander une vérification, la période de 5 ans accordée à l'administration pour revenir sur l'imposition est longue et est source d'insécurité juridique dans le chef du contribuable. Le contribuable ne pourra être fixé sur la cote d'impôt réelle qu'au bout de 5 ans.

Le Médiateur constate qu'il ressort des documents parlementaires (n°5757) que lors de l'introduction du §100a AO, la question de la sécurité juridique a déjà été soulevée si le bureau d'imposition dispose de 5 ans pour revenir sur une imposition faite sur base du §100a AO, sans possibilité pour le contribuable de demander un contrôle ou une imposition définitive. Ainsi la Chambre de commerce avait proposé une obligation pour le bureau d'imposition d'émettre un bulletin d'imposition dans les 2 mois sur demande du contribuable s'il prouve la réalisation d'un projet, comme par exemple, une liquidation.

Cette proposition n'a pas été retenue. Néanmoins, son existence prouve que des problèmes s'annonçaient dès l'élaboration de la loi et il s'avère en pratique que dans certaines situations un contrôle semble s'imposer. Le Médiateur estime qu'un contrôle est nécessaire lorsque le contribuable apporte des preuves que les indications dans sa déclaration d'impôt ne sont pas correctes ou ne le sont plus en raison de faits qui sont apparus plus tard.

Le Médiateur a demandé à l'ACD de bien vouloir accepter de procéder à un contrôle du dossier concerné.

L'ACD a refusé un tel contrôle en maintenant sa position antérieure.

Le Médiateur tient toutefois à rendre attentif au fait que la législation allemande, qui connaît une disposition similaire, prévoit expressément la possibilité pour le contribuable de demander un contrôle de sa déclaration fiscale. Le §164 de la AO allemande est libellé comme suit:

„(1) Die Steuern können, solange der Steuerfall nicht abschließend geprüft ist, allgemein oder im Einzelfall unter dem Vorbehalt der Nachprüfung festgesetzt werden, ohne dass dies einer Begründung bedarf. Die Festsetzung einer Vorauszahlung ist stets eine Steuerfestsetzung unter Vorbehalt der Nachprüfung.

(2) Solange der Vorbehalt wirksam ist, kann die Steuerfestsetzung aufgehoben oder geändert werden. Der Steuerpflichtige kann die Aufhebung oder Änderung der Steuerfestsetzung jederzeit beantragen. Die Entscheidung hierüber kann jedoch bis zur abschließenden Prüfung des Steuerfalls, die innerhalb angemessener Frist vorzunehmen ist, hinausgeschoben werden. (...)

Le Médiateur plaide pour l'introduction d'une telle disposition dans la loi luxembourgeoise.

Imposition de tantièmes [2021/47]

Un autre cas traité par le Médiateur concerne également un cas où une imposition s'avère incorrecte, mais ne sera plus rectifiée en raison de l'écoulement du délai de recours.

Le réclamant exerce une activité salariée en Belgique et réalise un revenu d'une activité indépendante au Luxembourg où il est administrateur d'une société anonyme. Sa situation est la même depuis plusieurs années.

Son bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2018 a été émis par le bureau d'imposition compétent en mai 2019. Selon le contribuable le bulletin contenait deux erreurs, à savoir une erreur sur le montant des tantièmes qu'il a touché en 2018 de la société anonyme luxembourgeoise et une erreur concernant les cotisations sociales relatives à ces tantièmes. Le bulletin d'impôt a retenu un montant de tantièmes trop élevé. Le contribuable a expliqué que cette erreur a rapidement été corrigée par le bureau d'imposition Sociétés compétent. En ce qui concerne les cotisations sociales, la déduction des cotisations sociales payées en Belgique sur les tantièmes reçues au Luxembourg a toutefois été refusée.

Ces erreurs ont été indiquées immédiatement au bureau d'imposition, d'abord par téléphone, puis par courriel et ceci quelques jours après la réception du bulletin d'imposition.

En effet, il ressort d'un échange de courriels entre le bureau d'imposition et un collègue du réclamant en mai 2019 que le collègue a expliqué au bureau d'imposition que les cotisations sociales se rapportaient bien aux revenus d'indépendant réalisés au Luxembourg, à savoir les tantièmes. Le bureau d'imposition avait en effet des doutes sur l'existence de revenus d'indépendant en Belgique. Les preuves de cette affirmation ont été envoyées au bureau d'imposition en même temps. Il ressort également de ce courriel que le collègue du réclamant a demandé à plusieurs reprises si le réclamant peut prouver ses affirmations par un autre moyen qu'un document des autorités belges, puisqu'il ne pensait pas pouvoir obtenir son bulletin d'impôt belge avant avril 2020. Or, selon le réclamant, le bureau d'imposition n'a pas répondu à cette proposition de solution.

Par contre, le bureau d'imposition aurait confirmé qu'il émettait un bulletin rectificatif, prenant en compte au moins la rectification du montant des tantièmes. Pour cette raison, le contribuable n'a pas fait de réclamation formelle contre le bulletin d'impôt initial. Il faisait confiance aux affirmations du bureau d'imposition. A aucun moment, le bureau d'imposition ne l'aurait rendu attentif au fait qu'une réclamation formelle devait être faite si le bulletin rectificatif ne pouvait être émis endéans le délai de réclamation.

Le 14 août 2019, le bureau d'imposition a émis un bulletin de l'impôt sur le revenu 2018 rectifié sur base du § 94 (1) AO. Le bulletin rectifié a corrigé le montant des tantièmes, mais n'a pas fait droit à la demande de déduction des cotisations sociales liées aux tantièmes.

Pour cette raison, le contribuable a réclamé contre le bulletin rectificatif en date du 28 octobre 2019. Il a complété sa réclamation par un courrier additionnel du 13 novembre 2019 dans lequel il joignait la partie 2 de sa déclaration de revenus belges, prouvant qu'il n'a réalisé aucun revenu d'une activité indépendante en Belgique. Forcément, les cotisations relatives au revenu d'une activité indépendante doivent être celles payées en relation avec l'activité luxembourgeoise.

Etant donné que la déduction des cotisations belges a également été refusée pour les années 2017 et 2019, le contribuable avait déjà réclamé contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2017 et 2019.

En raison de la connexité des trois réclamations, elles ont été jointes et elles ont fait l'objet d'une seule décision directoriale.

La décision directoriale a reconnu la déductibilité des cotisations sociales belges relatives au revenu de l'activité indépendante luxembourgeoise pour 2017 et 2019, mais a annulé le bulletin d'impôt rectificatif du 14 août 2019 concernant l'année 2019. Le bulletin en question aurait été émis après expiration du délai de 3 mois dans lequel le contribuable aurait pu faire un recours contentieux.

Se pose la question de savoir pourquoi le bureau d'imposition a émis un bulletin rectificatif à un moment où le délai de recours était expiré. Au vu de l'échange de courriels de mai 2019, il disposait des informations nécessaires pour émettre un bulletin rectificatif endéans ce délai.

Les conséquences de l'émission tardive du bulletin rectificatif sont entièrement à charge du contribuable. Non seulement, les cotisations payées en Belgique n'ont pas été prises en compte, mais la correction du montant des tantièmes opérée par le bulletin rectificatif a été annulée.

Le contribuable n'a pas fait de recours contre la décision directoriale pour des raisons de coûts.

En ce qui concerne le montant des tantièmes reçus, le réclamant a expliqué que le problème provenait d'une erreur de calcul. Une rectification aurait été comptée deux fois. Comme l'erreur a été corrigée par le bureau sociétés, ce dernier considérait manifestement qu'il s'agissait d'une simple erreur qui doit être corrigée.

Le Médiateur a demandé à l'ACD de bien vouloir réexaminer le dossier et de corriger cette erreur sur base du §92 (3) AO (*Schreibfehler, Rechenfehler und ähnliche offenbare Unrichtigkeiten*).

Concernant les cotisations sociales, le contribuable les a correctement indiqués dans sa déclaration fiscale et a remis les documents y relatifs qu'il avait à sa disposition. Il a même offert d'autres preuves, comme par exemple, une attestation sur l'honneur en attendant d'avoir son imposition belge, mais, le bureau d'imposition n'aurait pas réagi à cette offre.

Après avoir obtenu son imposition belge, le contribuable a pu prouver que sa déclaration était correcte dès le départ. Or, il n'a pas pu être imposé correctement parce que le bureau d'imposition a d'abord remis en doute sa déclaration, puis refusé les preuves qu'il a offertes et a finalement émis le bulletin rectificatif trop tard.

Le Médiateur estime que ce cas peut être comparé au cas qui a fait l'objet d'un jugement du Tribunal administratif le 7 octobre 2013 (n°31460) dans la mesure où le contribuable a correctement indiqué ses revenus et le bureau d'imposition a commis des erreurs dans le cadre de l'imposition en ne pas accordant la possibilité au contribuable de prouver les indications de sa déclaration et en émettant le bulletin rectificatif trop tard. Le contribuable a ainsi subi un préjudice imputable au bureau d'imposition. Dans ce jugement, le Tribunal administratif a considéré que l'imposition devait être rectifiée par application du §92 (3) AO.

L'ACD a répondu qu'en l'espèce le §92 (3) ne pouvait pas s'appliquer étant donné que cet article ne visait que les méprises dues à une inadvertance manifeste provenant du bureau d'imposition. Or en l'espèce, l'erreur aurait initialement été commise par un tiers, à savoir la société anonyme qui aurait mal déclaré les tantièmes.

Le bureau d'imposition aurait procédé au redressement des tantièmes, mais n'aurait pas pris en considération les cotisations sociales. Le contribuable n'aurait finalement pas fait de recours contre le bulletin d'impôt 2018 qui serait dès lors définitif. Pour les années 2017 et 2019, le recours aurait été fait dans les délais.

Il est regrettable que l'ACD n'ait pas tenu compte des arguments du Médiateur et n'y ait répondu que de manière lacunaire. La situation du contribuable était la même pour les trois années, 2017, 2018 et 2019. Il est donc manifeste que l'imposition de 2018 ne correspond pas à la réalité. L'ACD ne s'est pas non plus prononcée concernant les erreurs reprochées au bureau d'imposition, notamment l'émission tardive du bulletin rectificatif.

AFFAIRES RELEVANT DE L'ETAT

MINISTÈRE DES FINANCES

Administration de l'enregistrement et des domaines (AED)

Rente à titre gratuit et contrat de louage [2021/48]

Le Médiateur a été saisi par un réclamant concernant l'imposition d'un acte de convention de rente. Le réclamant met en cause l'imposition effectuée par les services de l'AED concernant une rente de 2018 qui, étant considérée comme une donation par les services, a été imposée au taux de 14,4%, alors que, selon le réclamant cette rente devrait être qualifiée comme rente et être imposée de 0,24%. Dans ce contexte, le réclamant a fait opposition contre la décision de l'AED.

L'AED soutenait que « *le paiement de la rente en question est à analyser comme être fait sans contrepartie.* » et que « *Dans la mesure où une rente à titre gratuit est constituée, selon l'article 1969 du Code civil, par donation ou par testament, donc sous forme de libéralité, la perception opérée est à confirmer* ».

En l'espèce, une rente a été convenue entre le réclamant et sa partenaire par acte notarial. La terminologie utilisée dans ce document officiel réfère clairement à une « *rente* ». Par ailleurs, il y est disposé qu'« *Une rente sera versée par Monsieur X, préqualifié, à Madame Y, préqualifiée, conformément aux dispositions de l'article 96 alinéa 1 numéro 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, sans que les prédites parties ne soient des obligés alimentaires au sens des dispositions du Code Civil ;* ».

La disposition légale, dont question, réfère au revenu résultant de pensions ou de rentes et plus particulièrement aux arrrages de rentes de toute nature et autres allocations et avantages périodiques servis en vertu d'un titre.

S'y rajoute que l'Administration des contributions directes (ACD) accepte cette rente annuelle non seulement comme dépenses spéciales – rentes et charges permanentes, mais également parmi les revenus nets suivant l'article 96 de la Loi concernant l'impôt sur le revenu (LIR) – pensions ou rentes soumises à la contribution dépendance en vertu de l'article 378 du code de la sécurité sociale (CSS). Le réclamant insistait sur le fait que la rente constitue une valorisation du fait que sa partenaire est passée en septembre 2016 d'un service à temps plein à un service à temps partiel à raison de 25% afin de s'occuper de la famille en général et plus particulièrement de leur fille.

Cette réduction de tâche présentait pour les concernés des contraintes financières, d'autant plus que la rémunération est en majeure partie absorbée par les charges d'emprunt. De ce fait, ils ont analysé la manière d'organiser cette compensation et ils ont opté pour une rente via acte notarié. Il était clair que cette rente devra être déclarée à travers leurs déclarations fiscales respectives comme un revenu de Madame Y et une charge pour le réclamant. Il s'agit en l'occurrence d'un transfert de revenu compensant la perte de rémunération de Madame Y. Cette rente était versée de manière annuelle pendant 3 années consécutives et connaissait donc une périodicité annuelle, un facteur qui distingue la rente d'une donation.

Les concernés déclaraient ne pas vouloir cacher une quelconque donation déguisée. Ceci pouvait facilement être réfuté par le fait que Madame Y était passée à un service à temps partiel et surtout en raison de la transparence de la rente à travers les déclarations fiscales.

En effet, du point de vue fiscalité directe, l'article 96, alinéa 1^{er}, numéro 3 de la L.I.R. vise les arrérages de rente de toute nature et les autres allocations et avantages servis en vertu d'un titre pour autant qu'ils ne sont pas visés aux numéros 1 et 2 et qu'ils ne sont pas compris dans d'autres catégories de revenus. Il faut que les prestations énumérées au numéro 3 soient servies en vertu d'un titre. Parallèlement, les articles 105 (frais d'obtention) et 109 (dépenses spéciales) déclarent déductibles les arrérages de rentes dues en vertu d'une obligation particulière. D'après les documents parlementaires, l'obligation particulière doit être susceptible d'exécution forcée, manifestée clairement dans un titre constitutif et garantie d'une certaine publicité.

Dans le cas d'espèce, ces conditions se trouvent toutes remplies par la convention de rente, notamment un titre exécutoire sous la forme d'un acte notarié déposé à l'enregistrement (publicité). La condition d'exécution forcée est remplie dans le sens qu'en cas de non-paiement aux échéances stipulées, le solde de la rente dû portera des intérêts de retard. Par ailleurs, tout litige relatif à l'acte de convention sera porté devant les tribunaux.

D'après l'appréciation du Médiateur, les concernés se sont mis en conformité avec le droit fiscal afin que, d'un point de vue impôt direct, le revenu de la rente soit pris en compte.

D'un point de vue fiscalité indirecte, l'article 37 § 1 de la Loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de successions, etc. vise notamment « *tous les autres actes ou écrits, qui contiendront obligation de somme, sans libéralité et sans que l'obligation soit le prix d'une transmission de meubles ou immeubles non enregistrés. Sont exemptés de tout droit proportionnel, les emprunts, y compris les rentes, contractés sous forme d'émission d'obligations (...)* ». En l'espèce, les concernés ont bel et bien convenu par acte écrit qu'une somme annuelle de 20.000 EUR sera versée à Madame Y. Cette rente ne constitue pas un prix de transmission de meubles ou d'immeubles non enregistrés et surtout sans libéralité, étant donné que Madame Y a réduit sa tâche de travail, donc elle renonce à 75 % de son salaire pour s'occuper de la famille.

Selon le courrier de l'AED, « *le paiement de la rente en question est à analyser comme être fait sans contrepartie. Dans la mesure où une rente à titre gratuit est constituée, selon l'article 1969 du Code civil par donation ou par testament, donc sous forme d'une libéralité, la perception opérée est à confirmer.* »

Il est fait référence à la rente viagère qui « *Elle peut être aussi constituée, à titre purement gratuit, par donation entre vifs ou par testament. (...)* ». Il faut cependant clairement faire une distinction ici.

Il ne s'agit pas d'une rente viagère, en raison du fait qu'il y a une périodicité annuelle de trois ans, donc limitée dans le temps. La rente est viagère lorsque l'obligation de verser les arrérages cesse à la mort du crédit-rentier.

Il est encore moins question que cette rente ait été constituée à titre purement gratuit. Le Médiateur estime que ni l'éducation et l'entretien de l'enfant, ni le travail domestique ne sont à considérer comme des actes à titre purement gratuits.

Pour qu'un acte soit considéré comme étant à titre gratuit, il faut qu'un avantage objectif ait été procuré à son bénéficiaire. Ceci n'est certainement pas le cas chez Madame Y qui, en contrepartie de la rente à hauteur de 20.000 EUR, soit 77 EUR par jour ouvrable, doit à côté de sa tâche partielle à raison de 25 %, s'occuper du ménage et de l'entretien et de l'éducation de l'enfant.

En effet, lorsque qu'une libéralité est grevée de charges au profit du disposant et que le donataire est de la sorte tenu d'assurer au donateur des services dont la valeur dépasse celle de l'émolument qu'il reçoit, la jurisprudence considère qu'il s'agit d'un acte à titre onéreux, même si la volonté du disposant a été autre.⁷ Dans le cas du réclamant, n'il y a certainement aucune intention de gratifier Madame Y d'une quelconque libéralité.

C'est pour cette raison que le Médiateur estime que la qualification retenue ne tient pas compte de la réalité de la convention mise en place.

Sur ce, le Médiateur a demandé au Directeur de l'AED de reconsidérer sa décision en tenant compte de la véracité des faits qui sont, les termes de l'acte notarié, la valorisation du temps de travail de Madame Y, la rente impliquant un acte à titre onéreux, la périodicité tri annuelle de la rente et la qualification par la LIR, ainsi que la transparence de la rente à travers les déclarations fiscales.

Il résulte de la prise de position du Directeur que les droits d'enregistrement sont perçus sur des faits juridiques basés sur les qualifications retenues par le Code civil. Le Directeur explique que l'acte notarié en cause stipule simplement qu'une « *rente* » sera versée annuellement par Monsieur X à Madame Y sur une période de trois ans, conformément aux dispositions de l'article 96 LIR, alors qu'aucun élément renseigné dans l'acte notarié ne laisse conclure à ce qu'il s'agisse d'une opération à titre onéreux.

Le Directeur continue dans ses explications que la qualification en tant qu'opération à titre gratuit est corroborée par les informations fournies par le réclamant, tant dans son courrier qui indique que la rente a été mise en place « *suite au passage à temps partiel de Madame Y entraînant une diminution de revenu* », que dans son courriel adressé au bureau des actes civils et faisant référence à une « *rente à titre gratuit* ».

Le Directeur ajoute que ni la périodicité annuelle, ni la qualification retenue par l'Administration des contributions directes est de nature à remettre en cause une éventuelle qualification d'opération à titre gratuit. Selon lui, l'article 96 LIR ne vise qu'à déterminer une catégorie de revenus et n'influe pas sur la qualification du fait juridique retenu en matière de droits d'enregistrement.

Le Directeur convient néanmoins que, sur base des dernières informations fournies par le réclamant et par le Médiateur concernant la contrepartie prestée par Madame Y, l'opération en cause pourrait être qualifiée de contrat de louage, imposable au taux de 2% + 2/10. Par conséquent, l'administration a exceptionnellement été disposée à revoir la perception effectuée dans ce sens.

⁷ Cass, 1^{er} civ. 9 juillet 1991, D. 1991. I.R., p. 225



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 19 septembre 2022

(*visio*)

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 13 et 20 juin 2022
2. 8055 Projet de loi portant :
1° modification de :
a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
b) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;
c) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;
2° mise en oeuvre du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 909/2014 et la directive 2014/65/UE
- Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
3. 8021 Projet de loi portant approbation de l' "Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention tax evasion and avoidance", fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021
- Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. 8023 Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance" et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021
- Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
5. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Laurent Mosar, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Sven Clement, M. Yves

Cruchten, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, M. Dan Kersch, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler
Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

M. Andy Pepin, du Ministère des Finances (pour le point 2)
M. Carlo Fassbinder, Directeur de la Fiscalité (Ministère des Finances) (pour les points 3 et 4)
M. Maurice Decker, du Ministère des Finances (pour les points 3 et 4)
M. Pitt Sietzen, du groupe parlementaire DP

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 13 et 20 juin 2022

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

- 2. 8055 Projet de loi portant :**
1° modification de :
a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
b) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;
c) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;
2° mise en oeuvre du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 909/2014 et la directive 2014/65/UE

M. André Bauler est nommé rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Le Président de la Commission rappelle que deux lois, celles du 1^{er} mars 2019 et du 22 janvier 2021, ont déjà été consacrées à la technologie blockchain dans le passé (lois blockchain I et II).

Le représentant du ministère des Finances explique que le présent projet de loi a pour objet principal la mise en oeuvre du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués (DLT) (distributed ledger technology). Le projet de loi constitue dès lors un nouveau pas important vers une reconnaissance juridique expresse de la technologie DLT dans le secteur financier et vise à mettre les acteurs de la place financière en mesure de profiter pleinement, en toute sécurité juridique, des opportunités offertes par cette nouvelle technologie.

Le régime pilote, mis en place par le règlement (UE) 2022/858, permet aux autorités compétentes nationales (la CSSF au Luxembourg) d'exempter temporairement les infrastructures de marché DLT de certaines des exigences particulières imposées par la

législation existante aux infrastructures de marché traditionnelles et ceci pendant une phase test de 6 ans, l'objectif étant d'éviter que les exigences imposées par la législation existante (MIFID et règlement CSD) empêchent les exploitants d'infrastructures de marché DLT de concevoir des solutions pour la négociation et le règlement des transactions sur des crypto-actifs assimilés à des instruments financiers, sans pour autant affaiblir les exigences et les garanties existantes s'appliquant aux infrastructures de marché traditionnelles.

Le régime pilote a ainsi pour but l'identification et la neutralisation temporaire d'éventuels obstacles au trading et settlement d'opérations DLT dans la législation actuelle. Les principes de la proportionnalité et du « level playing field » sont respectés.

En contrepartie de l'exemption de certaines exigences par les autorités compétentes nationales, ces dernières pourront, pour préserver l'intégrité des marchés et garantir la protection des investisseurs, imposer des mesures de compensation adaptées aux exigences du contexte DLT.

Le règlement (UE) 2022/858 est d'application directe au sein de l'UE à partir du 23 mars 2023 sans que les Etats membres aient besoin de prendre de mesures nationales d'opérationnalisation, mis à part la mise en conformité des lois nationales mettant en œuvre la MIFID (c'est-à-dire la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers) modifiées par le règlement.

Le présent projet de loi procède à cette mise en conformité par le biais des articles 1^{er} et 3.

Ainsi, l'article 1^{er} du projet de loi clarifie que la définition d' « instruments financiers » visée à l'article 1^{er}, point 19, de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier inclut également les instruments financiers émis au moyen de la technologie des registres distribués (au nom de la neutralité technologique) et, à des fins de sécurité juridique, que la notion de technologie des registres distribués à laquelle il est référé doit être entendue comme la technologie des registres distribués telle que définie dans le règlement (UE) 2022/858.

L'article 3 du projet de loi précise que la définition d'« instruments financiers » inclut le cas où ces instruments financiers sont émis au moyen de la technologie des registres distribués dans la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers.

Les articles 1^{er} et 3 entreront en vigueur au moment de l'application du règlement (UE) 2022/858, soit le 23 mars 2023 (article 4).

L'article 2 du projet de loi apporte une clarification similaire au niveau de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière en reconnaissant explicitement la possibilité de recourir à la technologie DLT en matière de garanties financières.

Echange de vues :

- En réponse à une question de M. André Bauler, le représentant du ministère des Finances précise que le régime pilote ne permettra pas d'exemption au niveau des exigences à respecter en matière d'information des investisseurs. Il appartiendra aux autorités compétentes nationales de déterminer quelles exemptions et quelles conditions compensatoires seront accordées et imposées aux acteurs concernés dans les limites du règlement (UE) 2022/858.
- Le représentant du ministère des Finances explique que la phase test dure 6 ans. Cette période offre une certaine prévisibilité aux acteurs qui voudront intégrer le régime pilote et

elle permettra à la Commission européenne et aux régulateurs nationaux d'identifier les obstacles réglementaires auxquels ces acteurs sont confrontés.

- Suite à une intervention de M. Bauler, le représentant du ministère des Finances indique ne pas disposer de chiffres quant au nombre d'acteurs recourant à la DLT dans le secteur financier luxembourgeois. En tous cas, le secteur se félicite des clarifications apportées à la législation actuelle par les lois blockchain qui lui apportent déjà une grande sécurité juridique et il soutient la mise en place du futur régime pilote.

Pour rappel, la loi blockchain I a expressément reconnu la circulation de titres émis sur base de la technologie DLT et la loi blockchain II a porté sur l'émission de titres basant sur la technologie DLT. L'article 2 du présent projet de loi ajoute la possibilité du recours aux instruments de garantie basant sur la DLT.

3. 8021 Projet de loi portant approbation de l' "Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention tax evasion and avoidance", fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021

M. Guy Arendt est nommé rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Le Directeur de la Fiscalité présente le projet de loi qui a pour objet l'approbation de la convention entre le Luxembourg et le Rwanda pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales. Il s'agit de la première convention de ce type entre les deux pays. La convention respecte les standards BEPS et ceux régissant l'échange d'informations (standard de transparence).

Les premiers contacts avec le Rwanda ont eu lieu en 2019 sur demande du Luxembourg. Les négociations ont débuté en janvier 2020, se sont poursuivies en novembre 2020 et en avril 2021 pour aboutir à la signature de la convention en septembre 2021.

Le texte final est équilibré puisqu'il tient compte des intérêts nationaux des deux États contractants.

La convention comporte, entre autres, les dispositions suivantes :

- Le taux de la retenue à la source sur les dividendes est fixé à 10% (alors qu'au Luxembourg et au Rwanda cette retenue s'élève normalement à 15%).
- Un taux de retenue à la source de 10% est applicable sur les intérêts. Au Luxembourg, les intérêts ne sont pas soumis à une retenue à la source, alors qu'au Rwanda une retenue de 15% est appliquée en règle générale. Ce taux peut être réduit à 0% si le bénéficiaire effectif des intérêts est le gouvernement d'un Etat contractant, une collectivité locale ou la banque centrale d'un Etat contractant.
- Les redevances sont soumises à un taux de retenue à la source de 10%. À noter que le Luxembourg n'applique pas de retenue sur les redevances. Le Rwanda prévoit une retenue de 15%.
- Le droit d'imposition retenu pour les pensions légales et complémentaires est celui du pays de la source.
- Les fonds d'investissement peuvent bénéficier des taux de retenue à la source réduits prévus dans la convention.

*

L'article unique du projet de loi n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

D'un point de vue légistique, le Conseil d'Etat signale qu'il y a lieu de remplacer, tant à l'intitulé du projet de loi qu'à l'article unique, les guillemets utilisés en langue anglaise (" ") entourant l'intitulé de l'acte cité par des guillemets utilisés en langue française (« »).

Le Conseil d'Etat constate en outre que le dossier lui soumis pour avis contient deux intitulés différents, dans la mesure où à l'intitulé figurant sur la page de garde le terme « of » fait défaut avant les termes « tax evasion ». Pour l'examen dudit intitulé, il s'en tient dès lors au libellé de l'intitulé précédant immédiatement l'article unique de la loi en projet lequel ne suscite pas d'observation.

4. 8023 Projet de loi portant approbation de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance" et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021

M. Guy Arendt est nommé rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Luxembourg et la République du Ghana pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales. Il s'agit de la première convention de ce type entre les deux pays. La convention respecte les standards BEPS et ceux régissant l'échange d'informations (standard de transparence).

Les premiers contacts avec la République du Ghana ont eu lieu en octobre 2018 sur demande du Luxembourg. Les négociations ont eu lieu au Luxembourg en mars 2019 pour aboutir à la signature de la convention en décembre 2021.

Le texte final est équilibré puisqu'il tient compte des intérêts nationaux des deux États contractants.

La convention comporte, entre autres, les dispositions suivantes :

- Le taux de la retenue à la source sur les dividendes est fixé à 7% (alors qu'au Luxembourg cette retenue s'élève normalement à 15% et au Ghana à 8%).
- Un taux de retenue à la source de 7% est applicable sur les intérêts. Ce taux peut être réduit à 0% si le bénéficiaire effectif des intérêts est le gouvernement d'un Etat contractant, une collectivité locale, la banque centrale d'un Etat contractant ou un fonds d'investissement.
- Les redevances sont soumises à un taux de retenue à la source de 8%. À noter que le Luxembourg n'applique pas de retenue sur les redevances. Le Ghana prévoit une retenue de 20%.
- Le droit d'imposition retenu pour les pensions légales et complémentaires est celui du pays de la source.
- Les fonds d'investissement peuvent bénéficier des taux de retenue à la source réduits prévus dans la convention.

*

L'article unique du projet de loi n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

D'un point de vue légistique, le Conseil d'Etat signale qu'il y a lieu de remplacer, tant à l'intitulé du projet de loi qu'à l'article unique, les guillemets utilisés en langue anglaise (" ") entourant l'intitulé de l'acte cité par des guillemets utilisés en langue française (« »).

*

- En réponse à une question de M. Roy Reding, le Directeur de la fiscalité précise que les plus-values sur les biens mobiliers sont imposées dans le pays de résidence de leurs bénéficiaires (pas de retenue à la source dans ces cas).
- Suite à une remarque de M. Sven Clement, le Directeur de la fiscalité confirme qu'une personne vivant au Rwanda ou au Ghana et percevant une pension au Luxembourg, sera imposée au Luxembourg et inversement.

5. Divers

Le Président de la Commission informe les membres de la Commission de la visite d'une délégation de la sous-commission FISC (subcommittee on Tax Matters) du Parlement européen le 21 octobre 2022. Une réunion suivie d'un repas est prévue à 11:00 heures.

Luxembourg, le 4 octobre 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact

8021



Loi du 30 novembre 2022 portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 24 novembre 2022 et celle du Conseil d'État du 29 novembre 2022 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Est approuvée l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,
Jean Asselborn*

Palais de Luxembourg, le 30 novembre 2022.

Henri

*La Ministre des Finances,
Yuriko Backes*

AGREEMENT

between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Rwanda

Desiring to further develop their economic relationship and to enhance their co-operation in tax matters,

Intending to conclude an Agreement for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital without creating opportunities for non-taxation or reduced taxation through tax evasion or avoidance (including through treaty-shopping arrangements aimed at obtaining reliefs provided in this Agreement for the indirect benefit of residents of third States)

Have agreed as follows:

Article 1 PERSONS COVERED

1. This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.
2. For the purposes of this Agreement, income derived by or through an entity or arrangement that is treated as wholly or partly fiscally transparent under the tax law of either Contracting State shall be considered to be income of a resident of a Contracting State but only to the extent that the income is treated, for purposes of taxation by that State, as the income of a resident of that State. In no case shall the provisions of this paragraph be construed to affect a Contracting State's right to tax its own residents.

Article 2 TAXES COVERED

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:
 - a) in the Grand Duchy of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);(hereinafter referred to as "Luxembourg tax");
 - b) in the Republic of Rwanda:
 - (i) personal income tax;
 - (ii) corporate income tax;
 - (iii) tax on rent of immovable property; and
 - (iv) the withholding taxes;(hereinafter referred to as "Rwandan tax").
4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities

of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3 GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:

- a) the term "Luxembourg" means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
- b) the term "Rwanda" means the Republic of Rwanda and when used in geographical sense, includes all the territory, lakes and any other area in the lakes and the air within which Rwanda may exercise sovereign rights or jurisdiction in accordance with international law;
- c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean Luxembourg or Rwanda as the context requires;
- d) the term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;
- e) the term "company" means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
- f) the term "enterprise" applies to the carrying on of any business;
- g) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
- h) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;
- i) the term "competent authority" means:
 - (i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in Rwanda, the Minister of Finance or his authorised representative;
- j) the term "national", in relation to a Contracting State, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting State; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting State;
- k) the term "business" includes the performance of professional services and of other activities of an independent character.

2. As regards the application of the Agreement at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires or the competent authorities agree to a different meaning pursuant to the provisions of Article 25, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4 RESIDENT

1. For the purposes of this Agreement, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

- a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

- b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;
 - c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
 - d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.
4. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered as a resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

Article 5 PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Agreement, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term "permanent establishment" includes especially:
- a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;
 - d) a factory;
 - e) a workshop;
 - f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction, exploitation or exploration of natural resources, and
 - g) a warehouse in relation to a person providing storage facilities for others.
3. The term "permanent establishment" shall be deemed to include:
- a) a building site, a construction, assembly, installation or dredging project or any supervisory activity in connection with such site or project, but only where such site, project or activity continues for a period of more than 6 months;
 - b) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise through employees or other personnel engaged by an enterprise for such purpose, but only where activities of that nature continue (for the same or a connected project) within the Contracting State for a period or periods exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the fiscal year concerned;
 - c) substantial equipment or machinery that is operated, or is available for operation, in a Contracting State for a period or periods aggregating more than 90 days in any twelve-month period commencing or ending in the fiscal year concerned.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:
- a) the use of facilities solely for the purpose of storage or display of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage or display;
 - c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any activity not listed in sub-paragraphs a) to d), provided that this activity has a preparatory or auxiliary character; or
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 7 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.
6. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, an insurance enterprise of a Contracting State shall, except in regard to re-insurance, be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State if it collects premiums in the territory of that other State or insures risks situated therein through a person other than an agent of an independent status to whom paragraph 7 applies.
7. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.
8. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.
3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.
4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.
2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the Contracting State in which the permanent establishment is situated or elsewhere. However, no such deduction shall be allowed in respect of amounts, if any, paid (otherwise than towards reimbursement of actual expenses) by the permanent establishment to the head office of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commission, for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise, by way of interest on moneys lent to the permanent establishment. Likewise, no account shall be taken, in the determination of the profits of a permanent establishment, for amounts charged (otherwise than towards reimbursement of actual expenses), by the permanent establishment to the head office of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commission for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise by way of interest on moneys lent to the head office of the enterprise or any of its other offices.
4. In so far as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary. The method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.
5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.
6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.
7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

INTERNATIONAL SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
2. For the purposes of this Article, profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall include:
 - a) profits derived from the rental on a bare boat basis of ships or aircraft used in international traffic,
 - b) profits derived from the use, maintenance or rental of containers (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods and merchandise,if such profits are incidental to the profits to which the provisions of paragraph 1 apply.
3. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship is a resident.
4. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where
 - a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
 - b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

3. The provisions of paragraph 2 shall not apply where judicial, administrative or other legal proceedings have resulted in a final ruling that by actions giving rise to an adjustment of profits under paragraph 1, one of the enterprises concerned is liable to penalty with respect to fraud, gross negligence or wilful default.

Article 10 DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the dividends.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11 INTEREST

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, interest arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State shall be exempt from tax in that State if it is derived by the Government of the other Contracting State or a local authority thereof,

the Central Bank of a Contracting State or any institution wholly owned and controlled by that Government or local authority.

4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12 ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, royalties arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, or films or tapes used for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-

mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13 TECHNICAL FEES

1. Technical fees arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, technical fees arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the technical fees is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the technical fees.
3. The term “technical fees” as used in this Article means payments of any kind to any person, other than to an employee of the person making the payments, in consideration for any service of a technical, managerial, professional or consultancy nature, unless the payment is the reimbursement of actual expenses incurred by that person with respect to the service.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the technical fees, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the technical fees arise, through a permanent establishment situated therein and the technical fees are effectively connected with such permanent establishment. In such case, the provisions of Article 7 shall apply.
5. Technical fees shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the technical fees, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the obligation to pay the technical fees was incurred, and such technical fees are borne by the permanent establishment, then such technical fees shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.
6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the technical fees, having regard to the services for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 14 CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other State.
3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of shares deriving more than 50 per cent of their value directly or indirectly from immovable property situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 15 INCOME FROM EMPLOYMENT

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the

employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
- c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 16 DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17 ENTERTAINERS AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Article 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson acting as such accrues not to the entertainer or sportsperson but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Article 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

3. Income derived by a resident of a Contracting State from activities exercised in the other Contracting State as envisaged in paragraphs 1 and 2, shall be exempt from tax in that other State if the visit to that other State is supported wholly or mainly by public funds of the first-mentioned Contracting State or a local authority thereof, or takes place under a cultural agreement or arrangement between the Governments of the Contracting States.

Article 18 PENSIONS

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State. However, such pensions and other similar remuneration may also be taxed in the other Contracting State if they arise in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting State shall be taxable only in that State.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned State under the ordinary rules of its tax laws.

Article 19
GOVERNMENT SERVICE

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.
b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.
b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.
3. The provisions of Articles 15, 16, 17 and 18 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a local authority thereof.

Article 20
STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 21
OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that State.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, items of income of a resident of a Contracting State not dealt with in the foregoing Articles of the Agreement and arising in the other Contracting State may also be taxed in that other State.

Article 22
CAPITAL

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State may be taxed in that other State.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 23

ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. Subject to the provisions of the law of Luxembourg regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:

- a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Rwanda, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.
- b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12, 13, paragraph 4 of Article 14, Article 17 and paragraph 3 of Article 21 may be taxed in Rwanda, Luxembourg shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in Rwanda. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Rwanda.
- c) The provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Rwanda applies the provisions of this Agreement to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10, 11, 12 or 13 to such income.

2. In Rwanda, double taxation shall be eliminated as follows:

Luxembourg tax paid by a resident of Rwanda in respect of income taxable in Luxembourg, in accordance with the provisions of this Agreement, shall be deducted from taxes due in accordance with Rwandan Tax Law (which shall not affect the general principle hereof). Such deduction shall not, however, exceed the tax payable in Rwanda that would otherwise be payable on the income taxable in Luxembourg.

Article 24

NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, paragraph 6 of Article 12 or paragraph 6 of Article 13, apply, interest, royalties, technical fees and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 25 MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of either Contracting State. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

5. Where,

a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting State on the basis that the actions of one or both of the Contracting States have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, and

b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within three years from the date when all the information required by the competent authorities in order to address the case has been provided to both competent authorities,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests in writing. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either State. Unless a person directly affected by the case does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting States and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these States. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

Article 26 EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both States and the competent authority of the supplying State authorises such use.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 27

ASSISTANCE IN THE COLLECTION OF TAXES

1. The Contracting States shall lend assistance to each other in the collection of revenue claims. This assistance is not restricted by Article 1. The competent authorities of the Contracting States may by mutual agreement settle the mode of application of this Article.

2. The term "revenue claim" as used in this Article means any amount owed in respect of taxes covered by the Agreement together with interest, administrative penalties and costs of collection or conservancy related to such amount.

3. When a revenue claim of a Contracting State is enforceable under the laws of that State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that State, prevent its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that State, be accepted for purposes of collection by the competent authority of the other Contracting State. That revenue claim shall be collected by that other State in accordance with the provisions of its laws applicable to the enforcement and collection of its own taxes as if the revenue claim were a revenue claim of that other State.

4. When a revenue claim of a Contracting State is a claim in respect of which that State may, under its law, take measures of conservancy with a view to ensure its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that State, be accepted for purposes of taking measures of conservancy by the competent authority of the other Contracting State. That other State shall take measures of conservancy in respect of that revenue claim in accordance with the provisions of its laws as if the revenue claim were a revenue claim of that other State even if, at the time when such measures are applied, the revenue claim is not enforceable in the first-mentioned State or is owed by a person who has a right to prevent its collection.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 3 and 4, a revenue claim accepted by a Contracting State for purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that State, be subject to the time limits or accorded any priority applicable to a revenue claim under the laws of that State by reason of its nature as such. In addition, a revenue claim accepted by a Contracting State for the purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that State, have any priority applicable to that revenue claim under the laws of the other Contracting State.

6. Proceedings with respect to the existence, validity or the amount of a revenue claim of a Contracting State shall not be brought before the courts or administrative bodies of the other Contracting State.

7. Where, at any time after a request has been made by a Contracting State under paragraph 3 or 4 and before the other Contracting State has collected and remitted the relevant revenue claim to the first-mentioned State, the relevant revenue claim ceases to be:

- a) in the case of a request under paragraph 3, a revenue claim of the first-mentioned State that is enforceable under the laws of that State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that State, prevent its collection, or
- b) in the case of a request under paragraph 4, a revenue claim of the first-mentioned State in respect of which that State may, under its laws, take measures of conservancy with a view to ensure its collection.

the competent authority of the first-mentioned State shall promptly notify the competent authority of the other State of that fact and, at the option of the other State, the first-mentioned State shall either suspend or withdraw its request.

8. In no case shall the provisions of this Article be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to carry out measures which would be contrary to public policy (ordre public);
- c) to provide assistance if the other Contracting State has not pursued all reasonable measures of collection or conservancy, as the case may be, available under its laws or administrative practice;
- d) to provide assistance in those cases where the administrative burden for that State is clearly disproportionate to the benefit to be derived by the other Contracting State.

Article 28

MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 29

ENTITLEMENT TO BENEFITS

1. Notwithstanding the other provisions of this Agreement, a benefit under this Agreement shall not be granted in respect of an item of income or capital if it is reasonable to conclude, having regard to all relevant facts and circumstances, that obtaining that benefit was one of the principal purposes of any arrangement or transaction that resulted directly or indirectly in that benefit, unless it is established that granting that benefit in these circumstances would be in accordance with the object and purpose of the relevant provisions of this Agreement.

2. Where a benefit under this Agreement is denied to a person under paragraph 1, the competent authority of the Contracting State that would otherwise have granted this benefit shall nevertheless treat that person as being entitled to this benefit, or to different benefits with respect to a specific item of income or capital, if such competent authority, upon request from that person and after consideration of the relevant facts and circumstances, determines that such benefits would have been granted to that person in the absence of the transaction or arrangement referred to in paragraph 1. The competent authority of the Contracting State to which the request has been made will consult with the competent authority of the other State before rejecting a request made under this paragraph by a resident of that other State.

Article 30

ENTRY INTO FORCE

1. The Contracting States shall notify each other in writing, through diplomatic channels, that the procedures required by its law for the entry into force of this Agreement have been satisfied. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification.

2. The Agreement shall have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force;

- b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force.

Article 31
TERMINATION

1. This Agreement shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Agreement, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.

2. The Agreement shall cease to have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the notice of termination is given;
- b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the notice of termination is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

Done in duplicate at Luxembourg on the 29th of September 2021, in the English language.

For The Government of the Grand Duchy
of Luxembourg

Pierre GRAMEGNA
Minister of Finance

For The Government of the Republic
of Rwanda

Dieudonné R. SEBASHONGORE
Ambassador of the Republic of Rwanda to
Grand Duchy of Luxembourg

